

Commune de SAINT ETIENNE DES CHAMPS

*Actualisation du
Zonage de
l'assainissement
collectif et non
collectif*

Étude Préalable

Juillet 2020

Affaire n°809



Etablissement public du ministère
chargé du développement durable

SOCIETE ETUDES ET CONSEILS EN ASSAINISSEMENT ET EAU

SARL au capital de 20 000 €

Siege social: 3 rue Yves Lamourdedieu, 63500 ISSOIRE

Tél : 04.73.54.99.27 Fax : 04.73.54.99.51

Tél : 06.83.76.96.90 – e-mail : bernard.barrand@secae.fr



SOMMAIRE

PARTIE 1 : LES PRINCIPES	4
1.1 LES OBJECTIFS	5
1.2 QUELQUES DEFINITIONS	5
1.3 LES PRINCIPES & OBLIGATIONS	6
1.3.1 Choix des dispositifs d'assainissement non collectif	6
1.3.2 Concernant l'assainissement non collectif	7
1.3.3 Concernant l'assainissement collectif	10
1.3.4 Concernant le zonage des techniques	10
PARTIE 2 : L'ANALYSE DU MILIEU NATUREL	12
2.1 SITUATION GENERALE	13
2.2 RESEAU HYDROGRAPHIQUE	15
2.3 EAUX SOUTERRAINES ET CAPTAGES D'EAU POTABLE	17
2.4 DOCUMENTS D'URBANISME	17
2.5 GEOLOGIE	19
2.6 L'ETUDE DES SOLS - METHODOLOGIE	20
2.6.1 Présentation	20
2.6.2 Nature des sols	20
2.7 L'ETUDE DES SOLS - RESULTATS	21
2.7.1 Généralités	21
2.7.2 Résultats	22
PARTIE 3 : L'ANALYSE DE L'HABITAT	24
3.1 TYPOLOGIE DE L'HABITAT – DONNEES GENERALES	25
3.2 ANALYSE DE L'HABITAT – RESULTATS	26
3.3 L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL EXISTANT	28
3.4 ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL ET NATURE DES SOLS	28
3.4.1 Coût de la réhabilitation de l'assainissement individuel	28
3.4.2 Entretien	29
3.5 ASSAINISSEMENT COLLECTIF « EAUX USEES »	29
PARTIE 4 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	30
4.1 SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	31
4.1.1 Aspects techniques généraux	31
4.1.2 Aspects financiers	31
4.1.3 Scenarios d'assainissement	31
4.1.4 Aides à la réalisation des projets	32
4.2 APPRECIATION DU BUREAU D'ETUDES	32
5 - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF	34

AVANT-PROPOS

L'eau est une ressource stratégique pour le développement de la société civile et l'économie. Ces usages sont multiples. C'est pourquoi a été élaboré un cadre réglementaire, basé sur un modèle de gestion écologique et économique de la ressource en eau. Ce cadre est fourni par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques n°2006-1772 du 30 décembre 2006, repris notamment dans l'article L211-1 du code de l'Environnement :

«I. Les dispositions (...) du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :

**La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides (...) ;*

**la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversement, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, etc. ;*

** la restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;*

**Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;*

**La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;*

**La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.*

(...)

II. La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

**De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ;*

**De la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;*

**De l'agriculture (...) de l'industrie, de la production d'énergie, (...), des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques (...)"*

C'est donc dans un *objectif* :

sanitaire (évacuer rapidement et sans stagnation hors des habitations et des agglomérations tous les déchets d'origine humaine ou animale susceptibles de donner naissance à des putréfactions ou des odeurs) et,

de protection de l'environnement (éviter que les produits évacués puissent contaminer dans des conditions dangereuses, le milieu récepteur),

qu'intervient la mise en place d'un schéma directeur d'assainissement.

Ce dernier amène ainsi, les communes, après enquête publique, à délimiter les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif en vertu de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

" Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1 Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2 Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ; (...)"

Ces documents, élaborés notamment en fonction de la nature des sols et des contraintes liées à la typologie de l'habitat, doivent conclure sur un zonage communal des techniques d'assainissement pour les eaux usées domestiques, zonage soumis ensuite à enquête publique. Cette étude a été réalisée à la demande de la commune de Saint Etienne des Champs. L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et le Conseil Départemental sont associés au suivi de cette étude.

Il s'agit de proposer un panachage de solutions d'assainissement collectif, individuel ou autonome regroupé afin d'obtenir un assainissement au moindre coût et techniquement adapté aux contraintes du milieu naturel et de l'habitat et d'actualiser l'étude initiale réalisée en 2000 sur la commune par le bureau d'études A.E.C.

PARTIE 1 : LES PRINCIPES

1.1 Les objectifs

La Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, puis la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30/12/06 a consacré l'eau comme "patrimoine commun de la nation". Ce principe a été codifié à l'article L210-1 du Code de l'Environnement : *"L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général"*.

Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

"Les communes ou leur établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées;*
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien,*
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement;*
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement"*.

Le document présent traite des 2 premiers points.

La carte de zonage constitue la conclusion de l'étude du zonage d'assainissement.

1.2 Quelques définitions

L'assainissement non collectif est l'assainissement des eaux usées produites dans une maison par des dispositifs d'assainissement installés dans le terrain de l'usager, donc dans le domaine privé (cf. annexe 1 descriptifs techniques).

La mise en œuvre de ces filières non collective doit tenir compte de plusieurs paramètres :

- adéquation de l'aptitude des sols et de la technique,
- emplacement réservé pour l'ensemble de l'ouvrage en respectant les distances réglementaires ou préconisées (35 mètres d'un puits utilisés en eau potable, 3 mètres des limites de propriétés, 5 mètres de l'habitation),
- respect de la technique de mise en œuvre conformément au DTU 64.1 (XPP16-603).

La filière d'assainissement autonome à privilégier s'appuie sur "les tranchées d'épandage à faible profondeur". Toutefois, selon l'aptitude des sols, d'autres filières peuvent être préconisées. Dans certains contextes, des filières drainées (filtre à sable drainé) devront s'envisager. Dans ce cas de figure, il importe de préciser que ces filières supposent la recherche de l'exutoire. Ainsi cette filière reste tributaire d'une part de la présence de cet exutoire et d'autre part de l'autorisation du propriétaire de celui-ci.

La RÉHABILITATION de l'assainissement non collectif est la remise en état des assainissements non collectifs selon des techniques adaptées à la nature des sols et conformes aux prescriptions techniques de la date à laquelle l'installation a été installée. Dans le cadre de cette réhabilitation, et dans l'hypothèse où la maîtrise d'ouvrage est assurée par la commune (article 31 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992), il a lieu d'obtenir :

- une signature de convention entre le particulier et la municipalité,
- une inscription aux hypothèques afin de garantir, en cas de changement de propriétaire, la continuité de l'entretien.

Afin de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de traitement, la réalisation des travaux et l'entretien des installations peuvent être assurés, par exemple, par la municipalité (possibilité offerte par la loi sur l'eau de 1992). Les frais d'entretien communaux seront alors, facturés au particulier au prorata du volume d'eau consommé.

Est appelé sur un plan technique, **"assainissement COLLECTIF"**, toute technique d'assainissement basée sur une collecte des eaux usées dans le domaine public (réseau d'assainissement). Ce réseau conduit à une station d'épuration également implantée dans le domaine public. Les caractéristiques de cette station sont alors fonction de l'importance des flux à traiter, des objectifs de qualité de rejet, des possibilités techniques d'implantation.

1.3 Les principes & obligations

Il s'agit de proposer des solutions d'assainissement collectif, individuel ou autonome regroupé afin d'obtenir un assainissement au moindre coût et techniquement adapté aux contraintes du milieu naturel et de l'habitat.

Il ne s'agit en aucune manière d'opposer les filières d'assainissement collectif aux filières d'assainissement autonome.

1.3.1 Choix des dispositifs d'assainissement non collectif

Chaque habitation doit traiter ses eaux usées domestiques selon la réglementation en vigueur explicitée par l'arrêté du 7 septembre 2009, modifié le 26 avril 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 EH, dont la conception et la mise en œuvre sont normalisées depuis décembre 1992 dans un Document Technique Unifié (D.T.U. 64.1, version de août 2013 en vigueur) : "Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif".

L'assainissement individuel se caractérise par la mise en place d'un **prétraitement**, d'un **traitement** des eaux usées et de leur **dispersion**. Le **prétraitement** est réalisé à l'aide d'une **fosse septique toutes eaux** collectant l'intégralité des eaux usées domestiques de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume (minimum 3 m³) est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.

Le **traitement** dépend étroitement des **caractéristiques des sols**. Dans l'annexe 1 figurent les principales filières techniques d'assainissement individuel, ainsi que leurs règles de dimensionnement. Cinq familles de dispositifs de traitement des eaux usées peuvent être proposées suite à la réalisation de la carte des sols :

- **les tranchées d'épandage à faible profondeur** : ces dispositifs seront préconisés si le sol et le sous-sol sont suffisamment perméables,
- **le filtre à sable vertical non drainé** : ce dispositif est mis en place quand le sol est inapte à l'épuration (absence de sol) et le sous-sol apte à la dispersion (suffisamment perméables),
- **le filtre à sable vertical drainé** : ce dispositif est identique au précédent mais avec des drains de reprise des eaux à la base pour pallier à l'imperméabilité du sous-sol. Il inclut dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration après autorisation préfectorale),
- **le filtre à sable horizontal drainé** : ce dispositif est identique au précédent mais avec un flux sub-horizontale des effluents à l'intérieur des lits de sables et de graviers. Il inclut également dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration) avec une chute d'eau plus faible que précédemment,
- **le tertre d'infiltration** : ce dispositif utilise également un matériau d'apport granulaire comme système épurateur. Ce dispositif est en particulier adapté aux sols dans lesquels une nappe est présente à faible profondeur (zones alluviales).

D'autres systèmes (plus compacts) peuvent être utilisés pour répondre aux contraintes d'habitat. L'article 7 de l'arrêté de septembre 2009 précise que : « Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8. Cette évaluation doit démontrer que les conditions de mise en œuvre de ces dispositifs de traitement, telles que préconisées par le fabricant, permettent de garantir que les installations dans lesquelles ils sont intégrés respectent :

- Les principes généraux visés aux articles 2 à 5 ;
- Les concentrations maximales suivantes en sortie de traitement, calculées sur un échantillon moyen journalier : 30 mg/l en matières en suspension (MES) et 35 mg/l pour la DBO₅. Les modalités d'interprétation des résultats d'essais sont précisées en annexes 2 et 3.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques. »

La **dispersion** peut s'effectuer en place (dans le sol) ou dans un exutoire de surface (sur place, à aménager ou à créer suivant les cas généralement avec autorisation) selon le type de traitement. Les filières actuellement agréées sont reprises en annexe.

1.3.2 Concernant l'assainissement non collectif

1.3.2.1 Relève de la responsabilité des propriétaires

Article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique :

I. - Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.

II. - La commune délivre au propriétaire de l'installation d'assainissement non collectif le document résultant du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.

En cas de non-conformité de son installation d'assainissement non collectif à la réglementation en vigueur, le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa réalisation.

Les modalités d'agrément des personnes qui réalisent les vidanges et prennent en charge le transport et l'élimination des matières extraites, les modalités d'entretien des installations d'assainissement non collectif et les modalités de vérification de la conformité et de réalisation des diagnostics sont définies par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Le principe de l'assainissement non collectif, dépendant de la nature des terrains, est basé sur une habitation standard type T4, occupée par 3 à 4 personnes. Ces habitations peuvent donc être assainies en fonction des classes d'aptitudes précisées par la carte des sols, un retour à la parcelle est à conseiller.

Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 f :

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux et prescriptions techniques décrits dans le présent arrêté. Les caractéristiques techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble à desservir, telles que le nombre de pièces principales, aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées, particulièrement l'aptitude du sol à l'épandage, ainsi qu'aux exigences décrites à l'article 5 et à la sensibilité du milieu récepteur.

Les installations doivent permettre le traitement commun de l'ensemble des eaux usées de nature domestique constituées des eaux-vannes et des eaux ménagères produites par l'immeuble, à l'exception du cas prévu à l'article 4.

Article L216-6 du Code de l'Environnement:

"Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées. "

1.3.2.2 Relève de la responsabilité de la commune

L'Article L2321-2 du code général des collectivités territoriales précise que :

« Les dépenses obligatoires comprennent notamment :

16° Les dépenses relatives au système d'assainissement collectif mentionnées au II de l'article L. 2224-8 »

(Article L2224-8, Modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 54 JORF 31 décembre 2006

I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.)

Les modalités du contrôle technique de l'assainissement non collectif par les communes ont été redéfinies par **l'Arrêté du 27 avril 2012, abrogeant l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif** qui prend en compte les nouvelles spécificités du contrôle introduites par la loi, et notamment les composantes de la mission de contrôle :

- pour les installations neuves ou à réhabiliter : examen de la conception, vérification de l'exécution,
- pour les autres installations : vérification du fonctionnement et de l'entretien.

L'arrêté vise essentiellement à clarifier les conditions dans lesquelles des travaux sont obligatoires pour les installations existantes. En effet, la loi Grenelle 2 distingue clairement le cas des installations neuves, devant respecter l'ensemble des prescriptions techniques fixées par arrêté, des installations existantes dont la non-conformité engendre une obligation de réalisation de travaux, avec des délais différents en fonction du niveau de danger ou de risque constaté. Ainsi :

- les travaux sont réalisés sous quatre ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré, d'après l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales et l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ;
- les travaux sont réalisés au plus tard un an après la vente, d'après l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation.

Article L1331-11 du Code de la Santé Publique :

"Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :

1° Pour l'application des articles L. 1331-4 et L. 1331-6 ;

2° Pour procéder, selon les cas, à la vérification ou au diagnostic des installations d'assainissement non collectif en application de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;

3° Pour procéder, à la demande du propriétaire, à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif, si la commune assure leur prise en charge ;

4° Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques."

Les communes peuvent actuellement bénéficier d'aides pour la réhabilitation de l'assainissement individuel, à la condition que ces travaux soient envisagés de manière globale sous Maîtrise d'Ouvrage publique (article 31 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992). Ces aides sont liées à la prise en charge de l'assainissement individuel par une collectivité, tant au niveau de l'investissement que du fonctionnement et de l'entretien. La mise en place d'un service d'assainissement individuel apparaît alors nécessaire, l'assainissement individuel entrant dans un service collectif d'assainissement, basé sur des techniques individuelles.

Deux arrêtés, respectivement du **7 mars 2012** et du **27 avril 2012**, qui sont entrés en vigueur le 1er juillet 2012, révisent la réglementation applicable aux installations d'assainissement non collectif. Ces arrêtés reposent sur trois logiques : mettre en place des installations neuves de qualité et conformes à la réglementation ; réhabiliter prioritairement les installations existantes qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution pour l'environnement ; s'appuyer sur les ventes pour accélérer le rythme de réhabilitation des installations existantes.

Cette évolution réglementaire vise également à préciser les missions des services publics d'assainissement non collectif sur tout le territoire. Les arrêtés réduisent les disparités de contrôle qui peuvent exister d'une collectivité à l'autre, facilitent le contact avec les usagers et donnent une meilleure lisibilité à l'action des services de l'État et des collectivités.

Pour le contrôle des installations, les modalités de contrôle des SPANC sont précisées, en particulier les critères d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et de danger pour la santé des personnes. La nature et les délais de réalisation des travaux pour réhabiliter les installations existantes sont déterminés en fonction de ces risques.

Une distinction est faite entre : les installations à réaliser ou à réhabiliter, pour lesquelles les contrôles de conception et d'exécution effectués par les SPANC déterminent la conformité à la réglementation en vigueur ; les installations existantes, pour lesquelles le contrôle périodique de bon fonctionnement, d'entretien et d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et des dangers pour la santé des personnes permettent d'identifier les non-conformités éventuelles et les travaux à réaliser.

Pour les installations existantes, en cas de non-conformité, l'obligation de réalisation de travaux est accompagnée de délais :

- un an maximum en cas de vente ;
- quatre ans maximum si l'installation présente des risques avérés de pollution de l'environnement ou des dangers pour la santé des personnes.

La possibilité est donnée aux SPANC de moduler les fréquences de contrôle (suivant le niveau de risque, le type d'installation, les conditions d'utilisation...), dans la limite des dix ans fixée par la loi Grenelle 2.

1.3.3 Concernant l'assainissement collectif

1.3.3.1 Relève de la responsabilité des propriétaires

Article L1331-2 du Code de la Santé Publique :

« Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.

Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal »

1.3.3.2 Relève de la responsabilité de la commune

L'Article L2321-2 du code général des collectivités territoriales précise que :

« Les dépenses obligatoires comprennent notamment :

16° Les dépenses relatives au système d'assainissement collectif mentionnées au II de l'article L. 2224-8 »

1.3.4 Concernant le zonage des techniques

Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

"« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être pris pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

RAPPEL : Définition d'un équivalent habitant (E.H.)

Un équivalent habitant est une "unité de mesure" correspondante à la quantité d'effluents rejetée par un individu par jour.

Un équivalent habitant correspond (selon l'arrêté du 6 mai 1996) à :

150 litres/jour, en zone rurale, les chiffres seraient plus proches des 110 à 120 litres par jour,

90 g de MES/j (Matières en suspension),

60 g de DBO₅/j (Demande Biologique en Oxygène pendant 5 jours),

15 g de NTK/j (Azote Kjeldhal),

4 g de PT/j (Phosphore total).

Les choix opérés par la collectivité en matière de zonage des techniques d'assainissement intègrent un certain nombre de paramètres. Citons :

- la qualité des sols présents**, plus ou moins favorables à la mise en œuvre des techniques non collectives,
- les possibilités techniques de mise en œuvre des filières non collectives** avec notamment la prise en compte des problèmes posés par la superficie, la topographie, l'occupation des parcelles attenantes et la présence d'exutoire,
- la sensibilité du milieu**, c'est-à-dire la nécessaire protection des ressources en eau (nappes, rivières, ruisseaux),
- les problèmes relevant de l'hygiène publique** : notamment les écoulements des eaux usées conduisant à des nuisances sanitaires,
- les perspectives de développement communales**, tant au niveau de l'urbanisation individuelle que des zones d'activités,
- les aspects financiers** liés à la réalisation pratique des différentes solutions envisageables.

Le zonage défini sur ces principes est donc un compromis qui doit permettre de répondre aux exigences imposées par la protection du milieu, la salubrité publique et le développement futur, tout en restant compatible avec les possibilités financières de la commune.

Nous essaierons donc, de proposer des dispositifs collectifs adaptés aux contraintes du milieu et à l'importance des flux à traiter.

PARTIE 2 :

L'ANALYSE DU MILIEU NATUREL

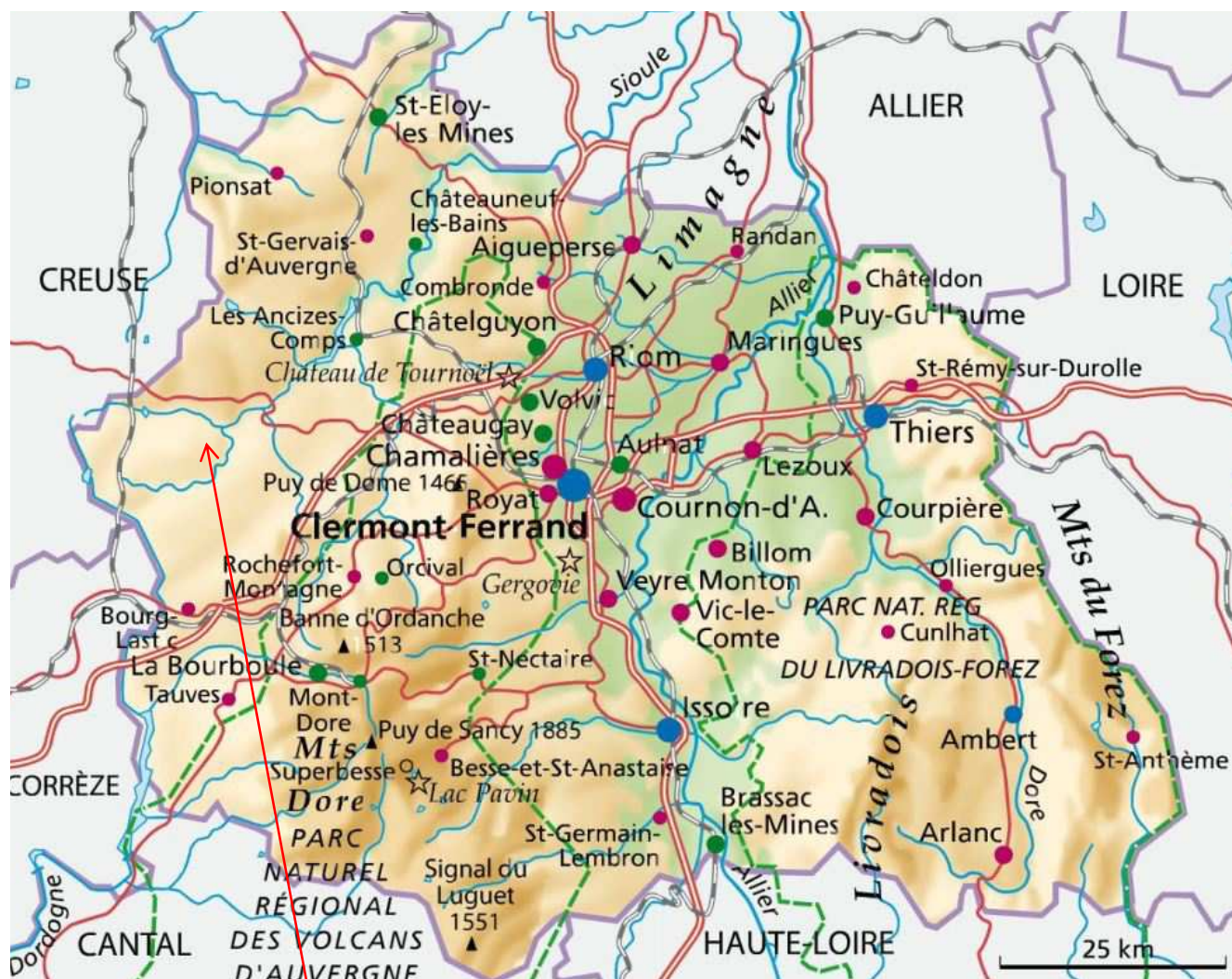
2.1 Situation générale

La commune de Saint Etienne des Champs est située à l'ouest du département du Puy de Dôme, au centre du secteur des Combrailles. La commune de Saint Etienne des Champs appartient au canton de Saint Ours, à l'arrondissement de Riom et à la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans. Elle est située à 50 km à l'ouest de Clermont-Ferrand et à 12 km au sud-ouest de Pontaumur. La superficie de la commune est de 23,74 km².

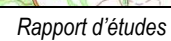
La principale voie de communication de la commune est la RD 82 reliant Condat en Combrailles à Herment en traversant la commune du nord au sud.

La commune abrite une population de 140 habitants (selon les données de l'I.N.S.E.E de 2016). Le principal lieu d'habitation de la commune est le bourg. En dehors du bourg, de nombreux hameaux sont présents et répartis sur l'ensemble du territoire communal. Les principaux lieux d'habitation, en dehors du bourg, sont : Laveix, Matriollet, les Pardellières ou encore Laschamps.

Le paysage de la commune est relativement marqué avec une altitude minimum de 610 mètres au nord-est de la commune, le long des berges du ruisseau du Sioulet et une altitude maximum de 770 mètres sur les hauteurs des bois au-dessus du village de Mollanges. Le bourg de Saint Etienne des Champs est situé à une altitude moyenne de 735 mètres.



Saint Etienne des Champs



2.2 Réseau hydrographique

De nombreux cours d'eaux sont présents sur la commune de Saint Etienne des Champs. Le territoire communal est drainé de façon plus ou moins directe par le ruisseau du Sioulet qui longe la limite Est du territoire communal. En dehors de ce ruisseau, de nombreux petits ruisseaux de vallées à l'écoulement plus ou moins pérenne sont présents sur la commune. Le ruisseau de Bournier, affluent du Sioulet, reçoit les effluents traités de la station d'épuration de la commune.

Le Sioulet est un affluent de la Sioule en rive gauche, elle-même affluent de l'Allier.

La qualité des cours d'eau est attribuée à partir des mesures physico-chimiques réalisées lors de campagnes de prélèvement. La classe de qualité attribuée représente la qualité moyenne du cours d'eau. Elle est fixée à partir des grilles de qualité fixées par l'Agence [Loire Bretagne](#) (cf. Extrait ci-dessous).

Les résultats des classes de qualité sont calculés par l'outil SEQUEAU à partir des données brutes du réseau mensuel de qualité des eaux suivi par la DREAL. Cinq principaux critères ou altérations sont ainsi suivis :

- Matières organiques et oxydables (MOOX)
- Matières azotées (AZOT)
- Nitrates (NITR)
- Matières Phosphorées (PHOS)
- Effets des proliférations végétales (EPRV)

Ils déterminent ainsi l'appréciation de la qualité d'eau. Chaque paramètre fait l'objet d'une note entre 1 et 100 de la plus mauvaise qualité à la meilleure. Un extrait de la grille de calcul SEQUEAU est présenté ci-dessous :

	Bleu	vert	jaune	orangé	rouge
Indice /100	80	60	40	20	
Matières organiques et oxydables (MOOX)					
O2 (mg/l)	8	6	4	3	
Sat O2 (%)	90	70	50	30	
DBO5 (mg/l)	3	6	10	25	
COD (mg/l)	5	7	10	15	
COD (Ex5)	NC	NC	NC	NC	NC
NH4+ (mg/l)	0,5	1,5	6	8	
NKJ (mg/l)	1	2	4	12	
Matières azotées hors nitrate (AZOT)					
NH4+ (mg/l)	0,1	0,5	2,0	5	
NKJ (mg/l)	1	2	4	10	
NO2-(mg/l)	0,03	0,3	0,5	1	
Nitrates (NITRAT)					
NO3- (mg/l) Biologie	2		NC	NC	NC
Qualité des eaux	2	10	25	50	
Matières Phosphorées (PHOS)					
PO4 ³⁻ (mg/l)	0,1	0,5	1	2	
Pt(mg/l)	0,05	0,2	0,5	1	
Particules en suspension (PAES)					
MES (mg/l)	25	50	100	150	
Température (TEMP)					
T° (°C) 1 ^{ère} cat pisc	20	21,5	25	28	
T° (°C) 2 ^{ème} cat pisc	24	25,5	27	28	
Acidification (ACID)					
pH (min max)	6,5	6	5,5	4,5	<4,5
pH (Ex3)	6	5,8	5,5	4,5	
Effets des Proliférations végétales (EPRV)					
Chloro a + phéo.	10	60	120	240	
Sat O2 (%)	110	130	150	200	
pH	8,0	8,5	9,0	9,5	
Δ O2 mini max	1	3	6	12	

La station de mesures de la qualité des cours d'eau la plus proche de Saint Etienne des Champs est située à Combrailles pour le Sioulet. Les résultats sont les suivants :

Paramètre	Sioulet à Combrailles
État biologique	Moyen
État physico-chimique général	Bon
Matières azotées	Très bon
Matières phosphorées	Bon
Acidification	Très bon

Une station de mesures de débit est présente en aval de Saint Etienne des Champs sur la commune de Miremont. Les résultats de cette station sont présentés en annexe.

La qualité physico-chimique moyenne du Sioulet en aval de Saint Etienne des Champs est bonne.

La qualité de rejet de toute **unité de traitement** des eaux usées devra être **adaptée à la sensibilité du milieu récepteur**. Le SDAGE Loire Bretagne 2016-2021 définit l'**objectif de qualité** du Sioulet : le Sioulet (masse d'eau FRGR0279) doit **maintenir son bon état chimique, écologique et global**

De plus, le Sioulet fait partie du SAGE Sioule. Ce SAGE a défini quatre enjeux majeurs : agir sur la continuité écologique, la morphologie des cours d'eau et les zones humides, préserver, améliorer et sécuriser la qualité des eaux, préserver et améliorer la quantité des eaux et enfin protéger les populations contre les risques d'inondations.

L'ensemble du territoire communal est classé en zone sensible à l'eutrophisation.

Une attention particulière doit donc être portée à tout rejet d'eaux usées dans les cours d'eau pour limiter les risques de dégradation.

La commune n'est concernée par aucune mesure de gestion ou de protection du milieu naturel, du paysage.

2.3 Eaux souterraines et captages d'eau potable

Les consommations d'eau potable de la commune et les dotations hydriques peuvent être appréhendées au travers des données de consommation annuelle.

La commune de Saint Etienne des Champs est adhérente au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Sioulet. Le SIAEP du Sioulet a délégué, via un contrat d'affermage, la production et la distribution de l'eau potable sur son territoire à la société SAUR.

Selon les données du listing des consommations en eau transmis par la société SAUR, la commune compte **121 abonnés** en 2018 raccordés au réseau d'alimentation en eau potable dont **97 abonnés** ayant une consommation non nulle. Sur l'ensemble de l'année 2018, la consommation des abonnés communaux représentait **22 484 m³** soit **635 l/abonné/j**.

Seize gros consommateurs (consommation supérieure à 300 m³/an) sont présents sur la commune. Il s'agit principalement d'exploitations agricoles qui ont consommé **17 153 m³** soit 76,3% de la consommation de la commune. Sans prendre en compte ces gros consommateurs, la consommation domestique d'eau potable sur la commune de Saint Etienne des Champs est estimée à 180 l/j/ab ou **104 l/jours/habitants**.

Cette consommation moyenne est inférieure par rapport à la dotation hydrique standard nationale de 150 l/habitant/j.

Le prix de l'eau sur la commune est réparti en deux tranches : une part fixe, l'abonnement, de 107,35 €/an et une part variable, la consommation. Le prix de l'eau est réparti en plusieurs tranches de consommation. Pour une consommation de 120 m³/an, le prix de l'eau est de 2,65 €/m³ (part fixe + part variable).

Toujours selon ce listing, en 2018 on dénombrait 22 abonnés au réseau d'assainissement collectif pour une consommation de **1 553 m³/an**, soit **194 l/abonné/j**.

Le prix de l'assainissement sur la commune est réparti en deux tranches : une part fixe, l'abonnement, de 76,22 €/an et une part variable, la consommation, de 0,15 €/m³.

2.4 Documents d'urbanisme

La commune ne possède pas de document d'urbanisme mais fait partie du Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) du Pays des Combrailles approuvé le 10 septembre 2010. La totalité du territoire communal est assujéti à la Loi Montagne.

Le Schéma de Cohérence Territoriale, dit SCOT, est un document d'urbanisme qui fixe les orientations générales du développement et de l'organisation du territoire pour les 10 voire 15 années à venir. Il détermine ainsi les grands équilibres entre les différents espaces urbains, naturels, agricoles...

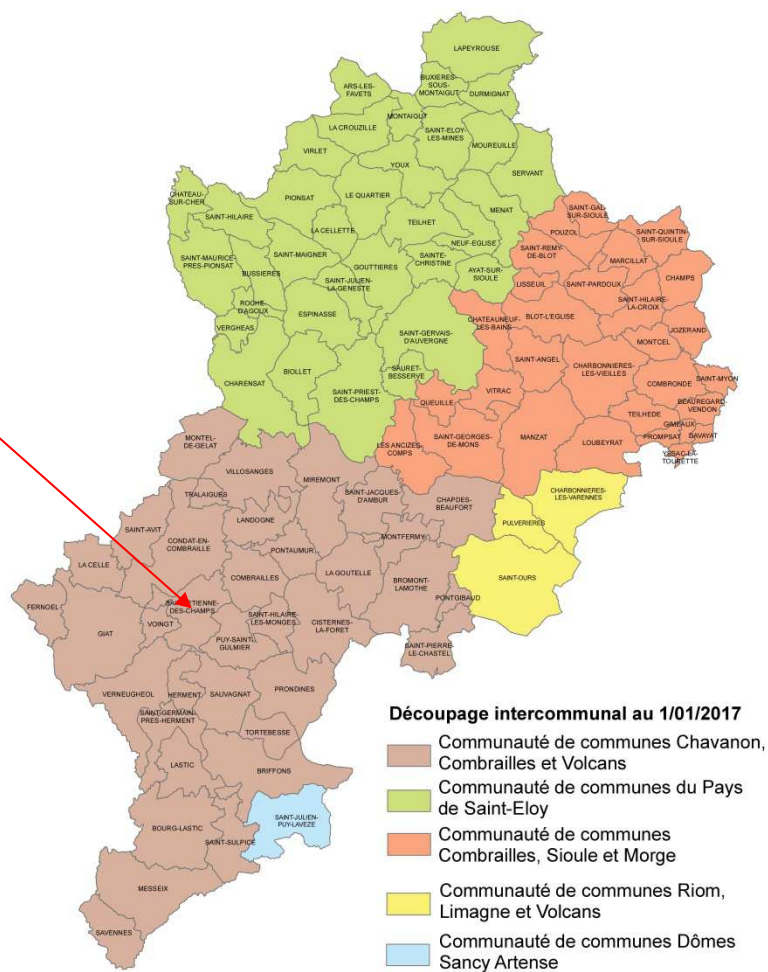
Il exprime une véritable volonté politique pour le territoire concerné et coordonne les initiatives et les projets des intercommunalités dans les domaines de l'habitat, du développement économique, des services à la population, des déplacements, des équipements commerciaux, de l'environnement...

En coordonnant ces différentes politiques, il doit permettre d'assurer :

- un accompagnement du développement économique,
- la diversité de l'habitat,
- une organisation maîtrisée des déplacements,
- la préservation du patrimoine et des ressources naturelles.

Le plan de ce SCOT est repris ci-dessous :

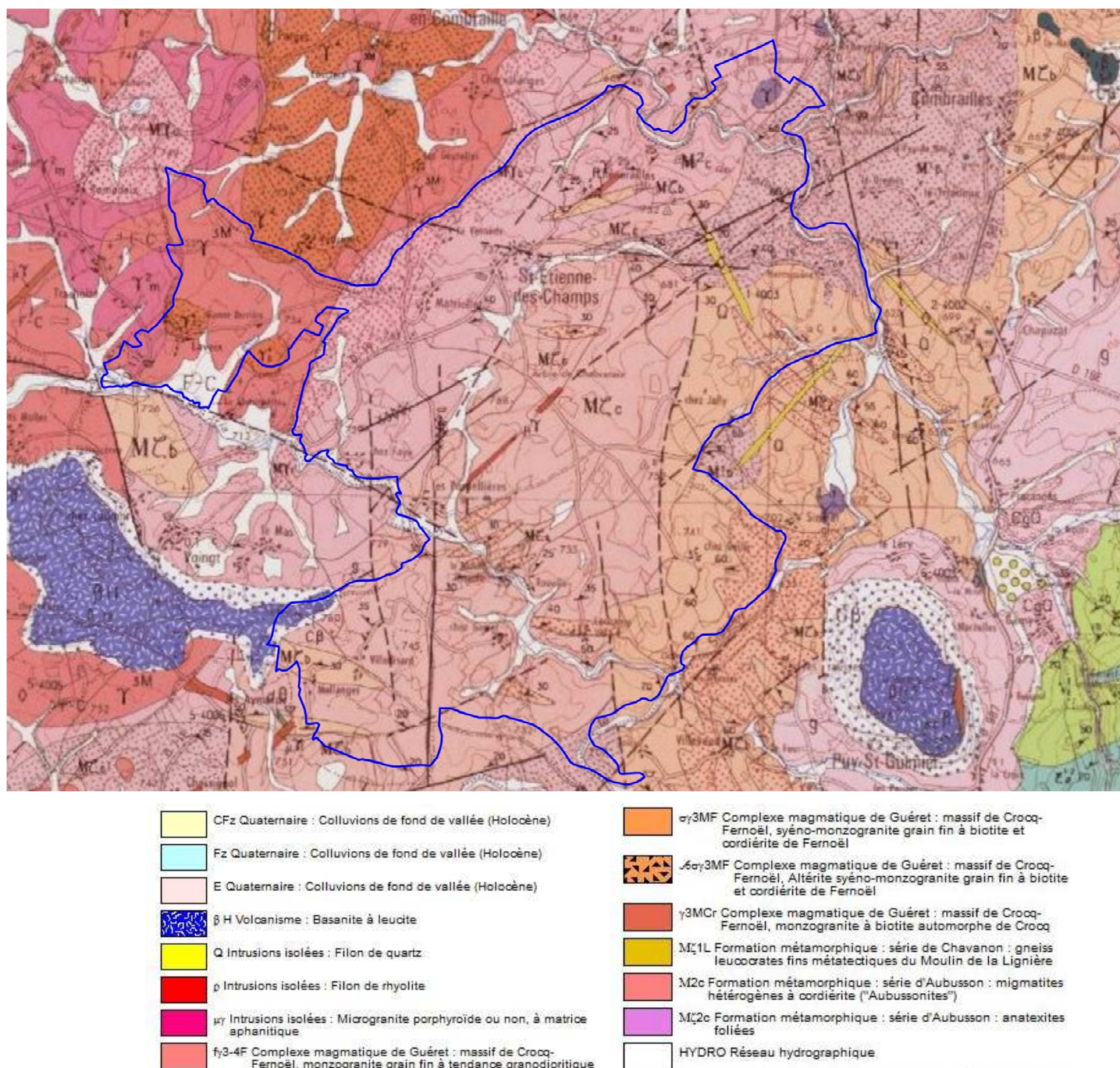
Saint Etienne des Champs



Sources : IGN - SDCI
Réalisation : NF - SIG - SMADC - Février 2017

2.5 Géologie

Sur l'extrait des cartes géologiques de Saint Etienne des Champs ci-dessous, nous pouvons voir les différentes formations présentes sur la commune.



La commune de Saint Etienne des Champs repose sur des formations influencées par l'activité volcanique. Il s'agit de roches métamorphiques, des métaxites et des diatexites à biotites.

2.6 L'étude des sols - Méthodologie

Il est à noter que les données de ce chapitre sont reprises de l'étude réalisée en 2000 par le bureau d'études AEC.

2.6.1 Présentation

Des sondages à la tarière permettent de connaître la nature du sol. Quatre facteurs sont retenus :

- Le développement de profil, c'est-à-dire la succession verticale et le type des horizons caractéristiques du sol
- Le matériau parental ou géologique (substrat)
- L'hydromorphie lorsqu'elle est présente
- La profondeur du sol (pénétrable à la tarière)

2.6.2 Nature des sols

Par rapport aux besoins de l'assainissement individuel, un classement des sols peut être entrepris en plusieurs types. Ceux-ci dépendent le plus souvent du degré d'altération de la roche mère, en l'occurrence les formations cristallines.

Sol à dominante argileuse

Il s'agit d'un type de sol argilo-sableux, observé sur les hameaux des Pardellières, de Laschamps, Laveix ou encore au Bourg ou lorsque la matrice argileuse est plus développée comme sur les hameaux de Chez Faye, Villedizard, Molanges ou Matriollet.

Un taux d'humidité plus ou moins important est bien souvent présent à l'intérieur de ce type de sol, caractérisé alors par un état compact et collant.

Les perméabilités mesurées sur ces terrains étant très faibles, ils sont considérés comme défavorables à l'assainissement autonome avec infiltration, mais ceci ne signifie pas l'impossibilité d'installer un assainissement individuel. La filière d'assainissement préconisée sera drainée avec un rejet des eaux traitées vers l'exutoire le plus proche (fossé, ruisseau...).

Sol à dominante sableuse

Il s'agit d'un sol composé d'arènes provenant de l'altération du granite, comme observé sur certains secteurs de la commune tels que Chez Geille, Herminière, Chez Ganet ou Chez Jally

Les tests de percolation effectués sur ces terrains démontrent une bonne perméabilité de ce type de sol. Dès lors, il peut être considéré comme favorable à l'assainissement individuel par infiltration.

La filière préconisée sera normalement une tranchée d'infiltration dans la mesure où la place disponible reste suffisante (Herminière, Chez Jally).

Dans le cas où l'habitat ne permet pas la mise en place de cette filière, qui nécessite beaucoup d'espace non aménagé et par la suite non aménageable, un filtre à sable vertical (drainé ou pas), sera préconisé. Ce cas s'observe par exemple dans le hameau Chez Geille ou Chez Jally.

Le drainage vers le fossé n'est pas indispensable, mais reste conseillé pour éviter des problèmes d'écoulement.

Sol brun de faible épaisseur sur roche

Ce type de sol est présent là où les formations cristallines affleurent, par exemple dans les hameaux de Matriollet, Laschamps, la Cote ou encore les Pardellières.

Il se compose de terre végétale limoneuse, puis de Rhyolite ou de Granite, ou de Granophyres plus ou moins durs selon le degré d'altération. Ce sol se caractérise par une très faible épaisseur, de l'ordre de 10 à 30 centimètres.

Il ne présente pas de traces d'hydromorphie.

En raison de cette faible épaisseur, ces sols sont considérés comme défavorables à l'assainissement autonome par infiltration. La filière d'assainissement préconisée est généralement un filtre à sable vertical drainé vers l'exutoire le plus proche dans le cas où le substratum rocheux reste facile à creuser.

2.7 L'étude des sols - Résultats

Il est à noter que les données de ce chapitre sont reprises de l'étude réalisée en 2000 par le bureau d'études AEC.

2.7.1 Généralités

Ce chapitre décrit les principales caractéristiques présidant au choix d'une filière et explique les résultats présentés dans le plan annexé.

Les différentes filières peuvent être classées par coût croissant :

Couleur	Type de filière	Caractéristiques du terrain
Vert	Tranchées d'infiltration	Pour les sols de bonne perméabilité (entre 15 et 500 mm/h), sans hydromorphie avec une bonne épaisseur de sol (plus d'un mètre) et de grandes parcelles
Jaune	Tranchées d'infiltration aménagées en terrain en pente	Idem mais pente de plus de 10%
Orange	Filtre à sable vertical (drainé ou non) sans pompe	Autres conditions non réunies, mais possibilité d'envoyer l'effluent traité vers un exutoire sans pompe, l'épaisseur du sol doit être d'au moins 1,2 m.
Rouge	Tertre ou Filtre à sable vertical drainé avec pompe Filtre à sable vertical drainé avec puits d'infiltration ou Filière dérogatoire	Idem mais nécessité de pompe Idem mais nécessité de créer un exutoire pour envoyer l'effluent traité Les filières de type dérogatoires sont les filières intéressantes lorsqu'il n'y a pas de disponibilité spatiale

Remarque 1 : La couleur rouge ne signifie donc pas une impossibilité de solution d'assainissement individuel.

Remarque 2 : cette classification par ordre de coût est arbitraire : elle ne tient pas compte du coût pour l'usager de la perte de jouissance d'une partie de son terrain (un filtre à sable requiert au minimum 81 m² de surface non aedificandi -le terrain doit être laissé enherbé -, contre 160 m² pour les tranchées d'infiltration).

2.7.2 Résultats

Lorsque le terrain se prête aux tranchées d'infiltration mais que la surface disponible est insuffisante, on préconisera la mise en place d'un filtre à sable vertical. En effet ce dispositif sera moins contraignant pour les habitants (nécessitant moins de surface) pour une qualité du traitement comparable.

Lorsque les terrains présentent des surfaces aménagées (arbres, sol bétonné ...), il est nécessaire de prendre en compte un surcoût dû à l'aménagement pour la mise en place du système d'assainissement.

Classe 1 (vert)

Cette filière est présente sur les hameau d'Herminière et Chez Jally.

On y trouve un sol qui présente une bonne perméabilité (supérieure à 15 mm/h) et qui ne présente pas de traces d'hydromorphie. Leur profondeur est suffisante pour utiliser le sol naturel afin d'y installer le dispositif de traitement.

La filière d'assainissement que nous préconisons pour ces sols est un épandage à faible profondeur (60 cm environ).

Dans le cas d'un manque de place sur la parcelle, la filière du filtre à sable vertical drainé ou pas, vers l'exutoire le plus proche sera préconisée. C'est pourquoi certains secteurs présentant ce type de sol peuvent être zébrés en Vert et Orange.

Classe 2 (jaune)

Ce type de filière n'est pas présent sur la Commune de SAINT-ETIENNE DES CHAMPS.

On y trouve les sols qui présentent une bonne perméabilité ($P > 15$ mm/h) et qui ne présentent pas de traces d'hydromorphie. Leur profondeur est suffisante pour utiliser le sol naturel afin d'y installer le dispositif de traitement.

Seulement, la pente trop forte des terrains contraint à l'installation de tranchées d'infiltration adaptées à la pente.

Classe 3 (orange)

Cette filière de filtre à sable est souvent préconisée sur la commune.

Elle correspond à des situations de sols peu perméables et donc souvent à dominante argileuse ou à des parcelles dont la surface disponible ne permet pas, sans surcoût important et préjudice pour l'usager, de recourir aux tranchées d'infiltration.

On trouve également dans cette catégorie des sols dont la profondeur est insuffisante ($< 0,8$ m) pour que le traitement puisse être assuré dans le sol en place.

La filière de traitement préconisée est alors un filtre à sable vertical drainé. Il est alors nécessaire de disposer d'un exutoire (ruisseau, fossé...) qui puisse évacuer les eaux après leur passage dans le filtre ou d'infiltrer ces eaux au moyen d'un puits d'infiltration en cas d'absence totale d'exutoire.

La mise en place d'un filtre à sable vertical drainé dans un sol d'épaisseur variable sur Granite est accessible aux sols qui peuvent être creusés avec des engins classiques, en revanche, dans les cas où la roche est trop dure, il est moins coûteux de surélever le dispositif en ayant recours à la technique du tertre, classé en classe 4.

Classe 4 (rouge)

Les filtres à sable drainés avec relevage sont également des solutions préconisées sur la commune.

Les critères déclassants sont fréquemment la faible profondeur d'une roche sous-jacente dure et imperméable, la pente, l'absence d'exutoire et le manque de surface disponible.

Dans le premier cas de figure, la roche sous-jacente proche est dure, il convient d'installer un filtre à sable vertical drainé au-dessus du terrain en place, il s'agit d'un tertre. Ce cas ne se présente pas sur la commune.

Dans le cas du problème de pente, il convient d'installer soit une pompe de relèvement des eaux usées si la place disponible se situe en contre-pente de l'arrivée des eaux usées, soit d'installer un dispositif adapté à la pente lorsque celle-ci est trop forte. Ce cas ne se présente pas sur la commune.

Le traitement des eaux usées d'une habitation par un système d'assainissement autonome adapté à des sols imperméables impose le rejet de l'effluent traité vers un exutoire. Si celui-ci n'existe pas, il convient de mettre en place des puits d'infiltration permettant l'évacuation des eaux traitées dans des horizons sous-jacents constitués de matériaux perméables (sables). Cette solution technique nécessite une dérogation préfectorale et n'est pas admise par le conseil départemental.

Par rapport à l'étude de sol initiale (2000), la réglementation a évolué et sur les sols peu favorables ou défavorables, il existe maintenant de nombreuses filières plus ou moins compactes qui permettent d'assurer un traitement des effluents avant rejet en surface (voir annexe 2).

PARTIE 3 : L'ANALYSE DE L'HABITAT

3.1 Typologie de l'habitat – Données générales

Le zonage des techniques d'assainissement repose sur la configuration de l'habitat.

L'objectif est de faire ressortir les zones du bâti où le taux de contrainte vis à vis de la mise en œuvre d'un assainissement autonome est élevé (> 30 %).

Les bourgs et les hameaux à fort taux de contraintes feront l'objet d'analyses technico-financières de solutions d'assainissement en autonome regroupé ou en collectif pour pallier à la complexité de la mise en place de filières d'assainissement autonome.

Les maisons à contraintes sont les habitations qui possèdent une parcelle présentant des difficultés techniques rendant difficile voire impossible la mise en place d'un dispositif d'assainissement individuel conforme.

L'assainissement autonome est réglementé par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 et la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 et normalisé par le document technique unifié D.T.U. 64-1 (2013).

Les habitations sont répertoriées par des points de couleur afin de visualiser les différentes contraintes de l'habitat :

Couleur de la maison	Contrainte	Critères techniques
Vert	Aucune	La mise en œuvre d'un assainissement individuel ne pose pas de problème technique
Rouge	Surface	La parcelle attenante à l'habitation n'est pas assez grande pour mettre en place un assainissement individuel
Bleu	Topographie	La parcelle attenante à l'habitation ne permet pas une desserte gravitaire (contre pente) ou bien est trop en pente (> 15 %)
Jaune (ou orange)	Occupation ou accès difficile	La parcelle attenante à l'habitation est fortement aménagée ou encombrée par un jardin paysager, une cour gravillonnée, ...

La réhabilitation de l'assainissement individuel est la mise en conformité des assainissements individuels selon des techniques adaptées à la nature des sols.

Habitat, densité, urbanisme

L'évolution démographique de la population permanente au cours des 50 dernières années est précisée sur le tableau ci-dessous (données INSEE) :

Année	1968	1982	1990	1999	2006	2016
Population	227	166	148	135	141	140
Evolution	-26.87%	-10.84%	-8.78%	4.44%	-0.71%	
Evolution annuelle	-2.21%	-1.42%	-1.02%	0.62%	-0.07%	

Sur les cinquante dernières années, la population de la commune a connu une diminution progressive mais continue de sa population. Entre 1968 et 2016, la population communale de Saint Etienne des Champs est passée de 227 habitants à 140, soit une diminution globale de 38%. Cette baisse de la population a été très importante entre 1968 et 1990 où la population diminuait annuellement entre 1 et 2,2%. Depuis 1990, la diminution de la population se poursuit mais est moins importante et en quasi-stagnation depuis 2006.

En 2016, la commune comptait **140 habitants permanents** répartis dans **57 résidences principales** (données INSEE 2016). **Le nombre moyen d'habitant par foyer est de 2,45** d'après ces données.

Le nombre total d'habitation sur la commune (données INSEE 2016) est de 95, avec :

Résidences principales : 60,0 % ;
Résidences secondaires et vacants : 40,0 %.

Année	1968	1982	1990	1999	2006	2016
Nombre de logements	75	73	79	89	84	95
(dont résidences principales)	(65)	(54)	(57)	(59)	(56)	(57)
Evolution	Globale	-2.7%	8.2%	12.7%	-5.6%	13.1%
	Rés. Principales	-(16.9%)	(5.6%)	(3.5%)	-(5.1%)	(1.8%)

3.2 Analyse de l'habitat – Résultats

En 2016, la population est de 140 habitants (d'après les données INSEE) répartis sur environ 95 habitations ou activités génératrices d'eaux usées dont 57 résidences principales, soit un taux d'occupation par bâtiment voisin de 2,45.

Il faut noter qu'il y a environ 38 logements secondaires et vacants sur la commune, soit 40 % du nombre total d'habitations.

L'analyse générale de l'habitat sur la commune réalisée sur les habitations, conduit au constat suivant, dans l'optique d'une éventuelle réhabilitation de l'assainissement individuel (Cf. cartes fournies en annexe).

Sur 78 habitations recensées, les résultats sont les suivants :

Lieudits et secteurs	Nombre d'habitations par secteur	Nombre d'habitations à contraintes				% de contraintes par hameau
		surface	topographie	occupation	Total	
Les Pardelières	12	1	0	0	1	8%
Laveix	9	1	0	0	1	11%
Chenerailles	7	0	0	0	0	0%
Matriollet	7	0	0	0	0	0%
Chez Faye	6	0	0	0	0	0%
Laschamps	5	0	0	0	0	0%
Chez Gueille	5	0	0	0	0	0%
Habitat Dispersé	27	0	1	1	2	7%
TOTAL	78	2	1	1	4	
%	100%	3%	1%	1%	5%	

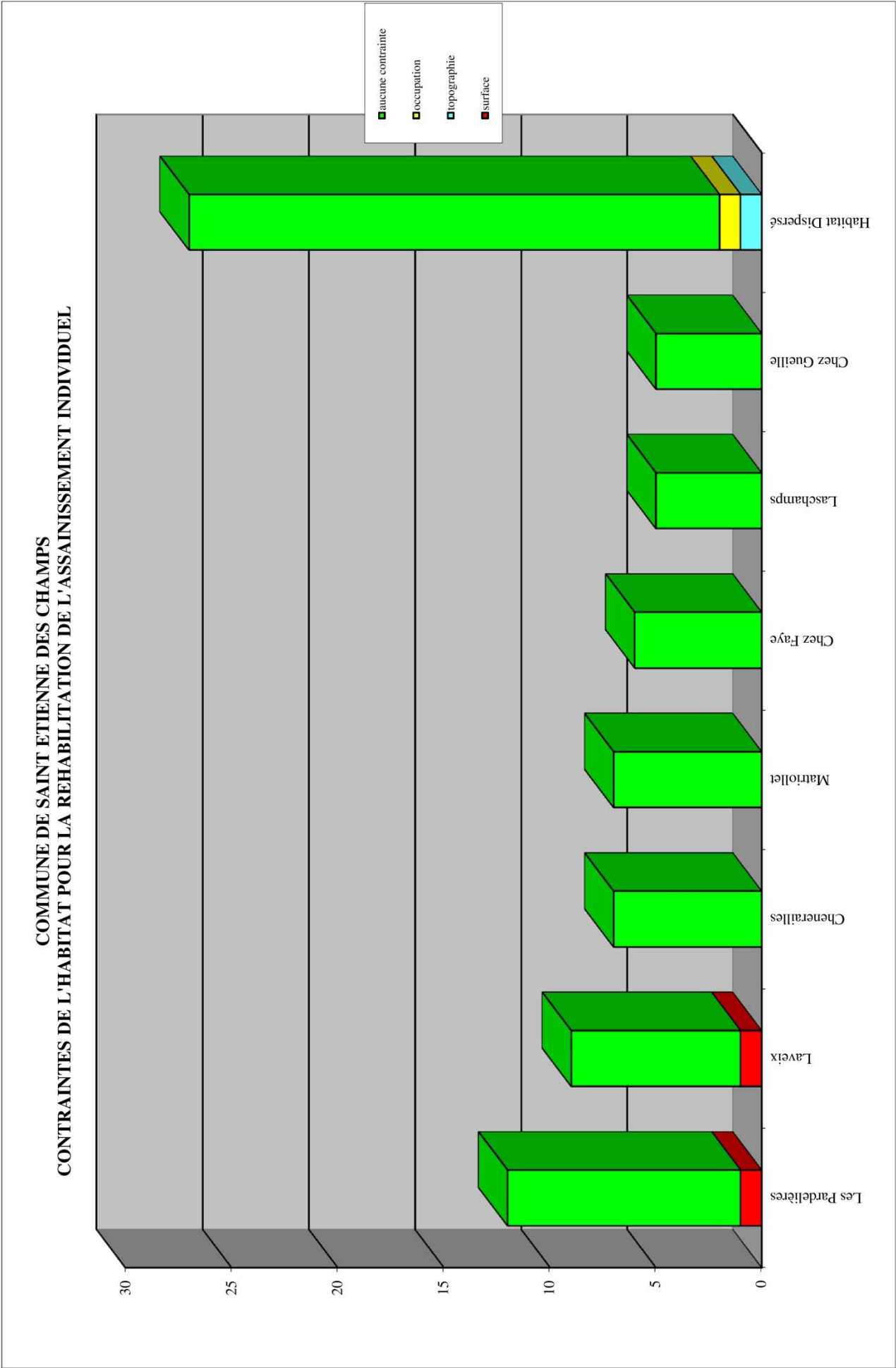
L'habitat communal est très dispersé entre les nombreux villages et lieux-dits présents sur le territoire.

Les chiffres montrent qu'un faible nombre d'habitation (5%) de la commune présente des contraintes vis à vis de la réhabilitation de l'assainissement individuel. La contrainte la plus problématique est la contrainte du manque de surface disponible qui peut poser de réels problèmes pour implanter un dispositif d'assainissement individuel classique. Cette contrainte concerne seulement 2 habitations sur la commune.

La majeure partie de l'habitat communal est plutôt favorable à l'assainissement individuel en terme de surface disponible autour des habitations. L'assainissement individuel reste réalisable pour la grande majorité des maisons eu égard à la surface disponible autour des habitations.

Aucun village ou lieu-dit de la commune ne présente un nombre d'habitation ou un pourcentage de contraintes suffisamment important pouvant éventuellement justifier la mise en place d'un assainissement collectif.

Pour les habitations n'ayant vraiment pas de surface disponible ou des problèmes de topographie, des solutions spécifiques à rechercher au cas par cas doivent pouvoir être appliquées (groupement de plusieurs maisons sur un même dispositif en domaine privé avec acte notarié, dispositif réalisé sur une parcelle voisine avec servitudes...).



3.3 L'assainissement individuel existant

La communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans, assure la mission de Service Public de l'Assainissement Non Collectif sur la commune de Saint Etienne des Champs. Le bilan des visites des ouvrages d'assainissement individuel de la commune est repris ci-dessous :

- Nombre d'installations sur la commune : 69 unités visitées
- Bilan des visites :
 - Installation conforme ou semblant conforme : 5 logements, soit 7 % des installations
 - Installation non conforme car incomplète : 43 logements, soit 63 % des installations
 - Installation non conforme avec une absence d'installation ou un défaut de sécurité sanitaire: 21 logements, soit 30 % des installations

3.4 Assainissement individuel et nature des sols

L'assainissement autonome, loin de constituer un "sous-assainissement", est une composante indispensable de tout schéma d'assainissement en milieu rural à faible densité d'habitat.

Un assainissement individuel bien conçu, adapté au sol et bien entretenu présente des garanties équivalentes à un assainissement collectif. Il présente l'avantage de ne pas concentrer la pollution en un point unique et de mettre à contribution les facultés naturelles du milieu à "transformer, assimiler et dépolluer".

Le choix de la filière d'assainissement individuel à mettre en œuvre dépend de la nature des terrains et notamment de leur perméabilité. La cartographie des tendances de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome ci-jointe permet de définir des orientations à ce sujet.

3.4.1 Coût de la réhabilitation de l'assainissement individuel

La réhabilitation de l'assainissement individuel est la mise en conformité des assainissements autonomes existants selon des **techniques adaptées à la nature des sols et conformes à la réglementation** en vigueur. **Le coût** de cette mise en conformité est **très variable** d'une habitation à l'autre. Il **dépend** en partie de **la nature du dispositif** à mettre en place, mais également de la **difficulté de réalisation du chantier** :

- localisation des sorties d'eaux usées de l'habitation non adaptées,
- occupation de la surface du terrain par un bosquet, des voies de circulation,
- accès difficile du chantier nécessitant un certain nombre de dégâts et de remise en état,
- présence de réseaux enterrés gênant les travaux (A.E.P, électricité, téléphone...).

Ces postes représentent facilement 50% du coût du chantier, et ne peuvent sérieusement être abordés que dans le cadre d'un Avant-Projet Détaillé.

Nous retiendrons toutefois les prix moyens suivants en fonction de la nature du dispositif à mettre en œuvre selon les différents types de sol (travaux en situation de réhabilitation et travaux faits par entreprise) :

TECHNIQUE

Tranchées d'épandage à faible profondeur
Filtre à sable vertical non drainé
Filtre à sable drainé
Solution « compact », filière agréée

PRIX H.T.

5 000 à 7 000€
6 000 à 8 000 €
7 000 à 10 000 €
8 000 à 12 000 €

Pour les habitations concernées par la mise en œuvre de filières drainées avec rejet des effluents traités en surface, il faudra observer une attention toute particulière aux problèmes liés:

- à la nécessité d'avoir un exutoire superficiel utilisable en limite de propriété,
- aux autorisations de rejet au milieu hydraulique superficiel,
- à la concentration de ces rejets en surface.

Ces aspects sont importants en termes de réhabilitation de l'assainissement autonome mais aussi pour les constructions à venir. Il pourra être judicieux de jouer sur la **taille minimale des parcelles en zone d'assainissement individuel** afin de limiter la concentration des rejets. Ceci doit déboucher sur une **réflexion** de la collectivité locale concernant **l'urbanisation à venir** et être **pris en compte dans l'instruction des permis de construire**.

3.4.2 Entretien

L'entretien d'installations individuelles est réduit : il se limite à une vidange régulière des fosses toutes eaux tous les 4 ans, ainsi qu'à une visite et à un nettoyage régulier des éventuels préfiltres et bacs dégraisseurs (3 à 4 fois par an). Les conditions actuelles de la vidange sont précisées sur le schéma joint.

Le coût de l'entretien est donc fonction des tarifs pratiqués par les vidangeurs dans le département. D'une manière générale, il est de l'ordre de 230 € H.T. pour une fosse toutes eaux de 3 000 l. Il est néanmoins possible de diminuer ces coûts dans le cas de vidanges groupées. Le coût maximum de l'entretien des installations est de l'ordre de **75 € H.T. /an par habitation**.

3.5 Assainissement collectif « eaux usées »

La commune de Saint Etienne des Champs possède une station d'épuration qui traite les effluents du bourg de la commune. Elle est en service depuis juin 2006, de type filtres plantés de roseaux et dimensionnée pour :

Nombre d'EH	Débit EU	DBO₅	DCO	MES	NTK	Pt
75	11,2 m ³ /j	4,5 kg	9 kg	6,7 kg	1,1 kg	0,4 kg

La filière de traitement est composée de :

- un dégrilleur manuel
- un canal de mesures
- une chasse automatique
- un premier étage de filtres plantés de roseaux de 90m² (2 filtres de 45 m²)
- une chasse automatique
- un second étage de filtres plantés de roseaux de 60 m² (2 filtres de 30 m²)
- un regard de prélèvements

Le rejet des effluents traités de la station s'effectue dans une rase qui rejoint le ruisseau de Bournier, affluent du Sioulet.

Le réseau sur le bourg représente environ 840 ml de collecteur construits en 2006.

Simultanément à la mise à jour de son étude de zonage d'assainissement, la commune de Saint Etienne des Champs réalise une étude diagnostique des réseaux d'assainissement et de la station d'épuration. Selon les éléments de cette étude, les infrastructures apparaissent en bon état.

PARTIE 4 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

4.1. Solutions d'assainissement collectif

4.1.1. Aspects techniques généraux

Dans le cadre d'un rapport intermédiaire, il est généralement proposé la mise en place de filières d'assainissement collectif. Les filières d'assainissement évoquées sont basées sur un panachage de techniques individuelles, autonomes regroupées et collectives.

Il s'agit d'obtenir un assainissement au moindre coût, adapté aux conditions pédologiques et à la configuration du bâti.

Il tient compte des contraintes apparues lors de l'étude du milieu et doivent être réalistes en termes de coûts financiers (investissement et fonctionnement) et des possibilités réelles techniques de réalisation de travaux.

Choix du type de réseau :

Lorsqu'il n'existe pas de structure de collecte, le réseau mis en place sera de type collectif séparatif, diamètre 200 mm, c'est-à-dire ne collectant que les eaux usées d'origine domestique.

Si un réseau de collecte d'eaux pluviales est déjà installé, celui-ci peut être utilisé comme collecteur unitaire sous réserve d'un diagnostic favorable. Avec des aménagements techniques plus ou moins importants à apporter, cette solution permet de diminuer le coût d'investissement de l'opération. Néanmoins, cette collecte unitaire implique des contraintes techniques au niveau du système de traitement.

Le réseau séparatif ne devant véhiculer que des effluents bruts, il sera demandé aux propriétaires de ne plus utiliser leur fosse septique existante, c'est-à-dire que celle-ci sera vidangée puis remplie de sable ou évacuée (travaux à la charge du propriétaire).

Il faut également savoir qu'en fonction du type de réseau (unitaire ou séparatif), le système de traitement est différent. Pour un système de collecte de type « séparatif » un traitement par filtre à roseaux ou décanteur digesteur et filtration sur sable est possible. Pour un système de collecte de type « unitaire » un traitement par lagunage est plus adapté aux fluctuations de débits.

Choix du dispositif de traitement

Le dispositif d'épuration doit comprendre un prétraitement, un traitement et un moyen de dispersion.

Il doit être situé à une distance d'au moins 100 mètres des premières habitations, proche d'une route ou d'un chemin d'accès, mais aussi d'un exutoire de surface (cours d'eau) tout en évitant les zones inondables.

Le dispositif à mettre en œuvre doit répondre à plusieurs critères :

- niveau de rejet acceptable par la rivière,
- charge organique et hydraulique faible,
- type de réseau de collecte,
- exploitation et entretien des ouvrages adaptés aux petites collectivités,
- investissements adaptés, ...

En fonction de ces critères différentes filières sont possibles : filtre à roseaux, filtre à sable, lagunage, boues activées...

4.1.2. Aspects financiers

Les coûts unitaires pris en compte pour évaluer les investissements de travaux d'assainissements sont précisés dans la proposition présentée dans les pages suivantes.

4.1.3. Scenarios d'assainissement

L'estimation prévisionnelle des réseaux de collecte présentée prend en compte l'ensemble des travaux à la charge de la commune. Il s'agit de coûts d'objectif hors taxes. Ces tableaux de synthèse n'intègrent pas le coût de raccordement des installations dans le « domaine privé » sur le réseau de collecte. Ces travaux en domaine privé incluent :

- La séparation du pluvial et des eaux usées,
- Le raccordement à la boîte de branchement avec la remise en état des terrains,
- La mise en place d'un relevage individuel en cas de topographie défavorable,
- Le court-circuitage et la neutralisation des installations existantes (fosse septiques, bacs dégraisseurs...). **Il est impératif de collecter des effluents bruts.**

Ces travaux sont à la charge des particuliers et leur bonne réalisation conditionne le bon fonctionnement de dispositifs de traitement collectifs.

Dans le cadre de la commune de Saint Etienne des Champs, les villages et écarts actuellement non desservis par l'assainissement collectif sont limités en taille.

Compte tenu de l'importance des villages et écarts de la commune de Saint Etienne des Champs, ces zones ressortent de l'assainissement non collectif. Dans le cadre de l'assainissement non collectif, les mises à niveau réglementaires sont à réaliser par les particuliers.

Il n'est pas proposé de scénario de collecte complémentaire.

4.1.4. Aides à la réalisation des projets

Sous certaines réserves, la commune est susceptible de percevoir des subventions du Conseil Départemental et de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour la réalisation de ces travaux.

Le Conseil Départemental peut participer à hauteur maximale de 35% du coût des travaux pour les réseaux si le coût des travaux de réseau est inférieur à 8 000 € HT/branchement et à 35% du coût de la station d'épuration (30%+5% pour commune en régie avec population inférieure à 500 habitants).

L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne peut subventionner à hauteur de 35% du coût des travaux la création de réseau d'assainissement si le linéaire de ceux-ci est inférieur à 40 ml/branchement et également 35% du coût des travaux la création d'une station d'épuration si celle-ci est de capacité supérieure à 100EH.

4.2. Appréciation du bureau d'études

La décision définitive de retenir une zone en assainissement collectif ou non est du ressort de la collectivité, après enquête publique selon les dispositions de l'article L2224 du CGCT.

Il est rappelé que le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu. Ce classement n'a pas pour conséquence :

- D'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement (absence d'échéances),
- D'éviter au pétitionnaire de réaliser un assainissement autonome conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau d'assainissement.
- De rendre ce secteur constructible. En effet la constructibilité d'une zone relève des règlements d'urbanisme.

Dans le cadre de la présente étude préalable, le bureau d'étude émet donc une appréciation sur les contraintes liées à l'assainissement collectif et non collectif sur les principales zones habitées de la commune non desservies. Ces appréciations sont prises en compte à partir des principaux critères suivants :

- **La qualité des sols présents**, plus ou moins favorables à la mise en œuvre des techniques non collectives,
- **Les possibilités techniques de mise en œuvre des filières non collectives** avec notamment la prise en compte des problèmes posés par la superficie, la topographie, l'occupation des parcelles attenantes et la présence d'exutoire,
- **La sensibilité du milieu**, c'est-à-dire la nécessaire protection des ressources en eau (nappes, rivières, ruisseaux),
- **Les problèmes relevant de l'hygiène publique** : notamment les écoulements des eaux usées conduisant à des nuisances sanitaires,
- **Les perspectives de développement communales**, tant au niveau de l'urbanisation individuelle que des zones d'activités,

Dans ces conditions et compte tenu des observations réalisées, il est proposé par le bureau d'études de maintenir en assainissement collectif les zones actuellement desservies.

5 - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

L'étude de zonage d'assainissement et ses conséquences en matière de mode d'épuration est un document important en termes d'urbanisme. En effectuant ces choix, la collectivité ne s'engage pas impérativement sur une réalisation de travaux, mais sur une programmation dans le temps en fonction de nombreux paramètres essentiellement financiers (capacité de financement, octroi d'aides diverses...).

La commune ne prévoit pas d'extension significative de son système d'assainissement actuel. En particulier, les contraintes limitées observées sur le secteur des Pardelières (contraintes d'habitat en particulier, densité de logement) ne rendent pas pertinentes la mise en place d'une infrastructure collective sur cette zone.

Après études, la commune de Saint Etienne des Champs a retenu le principe de l'assainissement sur les zones suivantes :

Assainissement collectif existant et futur

Le Bourg

La commune ne prévoit pas d'extension significative de son système d'assainissement actuel. Les modifications souhaitées par la commune sont des ajouts ou retraits ponctuels de parcelles situées à proximité des zones d'assainissement collectif existantes.

Assainissement autonome

Le reste de la commune

Les contraintes d'habitat mettent en évidence peu de difficultés à réaliser de l'assainissement individuel. Les zones habitées sont cependant relativement peu étendues et peu denses et des solutions d'assainissement individuel doivent globalement pouvoir être appliquées.

Pour les habitations n'ayant vraiment pas de surface disponible ou des problèmes de topographie, des solutions spécifiques à rechercher au cas par cas doivent pouvoir être appliquées (groupement de plusieurs maisons sur un même dispositif en domaine privé avec acte notarié, dispositif réalisé sur une parcelle voisine avec servitudes...).

Sur l'ensemble de la commune, il est du ressort du propriétaire d'équiper l'habitation d'un dispositif individuel adapté et performant (article L1331-1-1 du code de la santé publique). La collectivité a pour charge d'assurer le contrôle technique des dispositifs ainsi que la vérification périodique du bon fonctionnement (arrêté du 27 avril 2012).

Pour les secteurs en assainissement non collectif, le dispositif à mettre en œuvre sera les tranchées d'épandage ou le filtre à sable drainé ou non en priorité, ainsi que les dispositifs agréés par l'application de l'arrêté du 7 mars 2012.

Le schéma d'assainissement et le zonage qui en découle ne sont pas des éléments figés. Une remise à jour de ce document est possible en fonction de l'évolution de la commune.

ANNEXES

Annexe 1 : Données sur le milieu naturel

Annexe 2 : Filières d'assainissement non collectif

Annexe 3 : Plan de l'analyse de l'habitat

ANNEXE 1

DONNÉES MILIEU NATUREL

Fiche multicommunale synthétique

INSEE	COMMUNE	POPULATION	SUPERFICIE
63339	Saint-Étienne-des-Champs	145 hab	2365 hectares

AMENAGEMENT URBANISME - Planification

DIRECTIVE TERRITORIALE D'AMENAGEMENT

- aucune DTA sur ce territoire -

LOI MONTAGNE

63339	Saint-Étienne-des-Champs	Art 18
-------	--------------------------	--------

PLAN LOCAL D'URBANISME

63339	RNU	Dernière approbation : 0000-00-00
-------	-----	-----------------------------------

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

Pays des Combrailles
(Saint-Étienne-des-Champs)

ZONES DE DEVELOPPEMENT EOLIEN

- aucun ZONES DE DEVELOPPEMENT EOLIEN sur ce territoire -

NATURE, PAYSAGE, BIODIVERSITE - Inventaire, nature, biodiversité

INVENTAIRE REGIONAL DES TOURBIERES

- aucune tourbière sur ce territoire -

ZNIEFF (rénovées) - Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique de la région Auvergne-Rhône-Alpes

- ZNIEFF de type 1

- aucune ZNIEFF de ce type sur ce territoire -

- ZNIEFF de type 2

- aucune ZNIEFF de ce type sur ce territoire -

INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

- aucune zone humide sur ce territoire -

INVENTAIRE DES ZICO (Zones importantes pour la conservation des oiseaux)

- aucune ZICO sur ce territoire -

NATURE, PAYSAGE, BIODIVERSITE - Inventaire, paysages

INVENTAIRE DES PARCS ET JARDINS

- aucune zone parc et jardin sur ce territoire -

INVENTAIRE DES UNITES PAYSAGERES

- aucune zone parc et jardin sur ce territoire -

NATURE, PAYSAGE, BIODIVERSITE - Zonages nature

INVENTAIRE DES ARRETES DE BIOTOPE

- aucun arrêté de biotope sur ce territoire -

NATURA 2000

- SITES D'IMPORTANCE COMMUNAUTAIRE (Directive Habitats)

- aucun site d'importance communautaire sur ce territoire -

- ZONES DE PROTECTION SPECIALE (Directive Oiseaux)

- aucune zone de protection spéciale sur ce territoire -

PARCS NATIONAUX

Référence de la servitude : articles L 331.1 et suivants du code de l'environnement

- aucun parc national sur ce territoire -

PARCS NATURELS REGIONAUX

- aucun parc naturel régional sur ce territoire -

RESERVES NATURELLES REGIONALES

- aucune réserve naturelle régionale sur ce territoire -

RESERVES NATURELLES

- aucune réserve naturelle sur ce territoire -

ZONES DE PROTECTION AU TITRE DE LA LOI DE 1976

- aucune zone de protection sur ce territoire -

ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE DECOULANT DE LA CONVENTION DE RAMSAR

- aucune zone RAMSAR sur ce territoire -

NATURE, PAYSAGE, BIODIVERSITE - Zonages paysages

OPERATION GRAND SITE

- aucune OGS sur ce territoire -

SECTEURS SAUVEGARDES

- aucune secteur sauvegardé sur ce territoire -

SITES CLASSES

- aucune site classé sur ce territoire -

SITES INSCRITS

- aucune site inscrit sur ce territoire -

ZONES DE PROTECTION

- aucune zone de protection sur ce territoire -

EAU

CONTRATS DE RIVIERE

R091	Sioule
R115	Haute Dordogne

SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)

SAGE04028	Sioule
-----------	--------

ZONES SENSIBLES A L'EUTROPHISATION

04217	La Loire en amont de sa confluence avec le Beuvron
-------	--

ZONES VULNERABLES AUX NITRATES DEFINIES EN 2007

lb_zv2015	0
-----------	---

INDUSTRIE

INSTALLATIONS CLASSEES POUR L'ENVIRONNEMENT

- aucun ICPE sur ce territoire -

Le Sioulet à Miremont [La Prugne]

SYNTHESE : données hydrologiques de synthèse (1986 - 2015) Calculées le 08/04/2015 - Intervalle de confiance : 95 %

Code Station : K3273010

Producteur : DREAL Auvergne

Bassin versant : 472 km²

E-mail : catherine.paille@developpement-durable.gouv.fr

Ecoulements mensuels (naturels) - données calculées sur 30 ans

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
Débits (m3/s)	10.10	10.10 #	8.560	8.340	6.810 !	4.860 #	2.510	1.300 !	1.820	3.210	5.900	8.500 !	5.980
Qsp (l/s/km2)	21.3	21.5 #	18.1	17.7	14.4 !	10.3 #	5.3	2.8 !	3.9	6.8	12.5	18.0 !	12.7
Lame d'eau (mm)	57	53 #	48	45	38 !	26 #	14	7 !	9	18	32	48 !	401

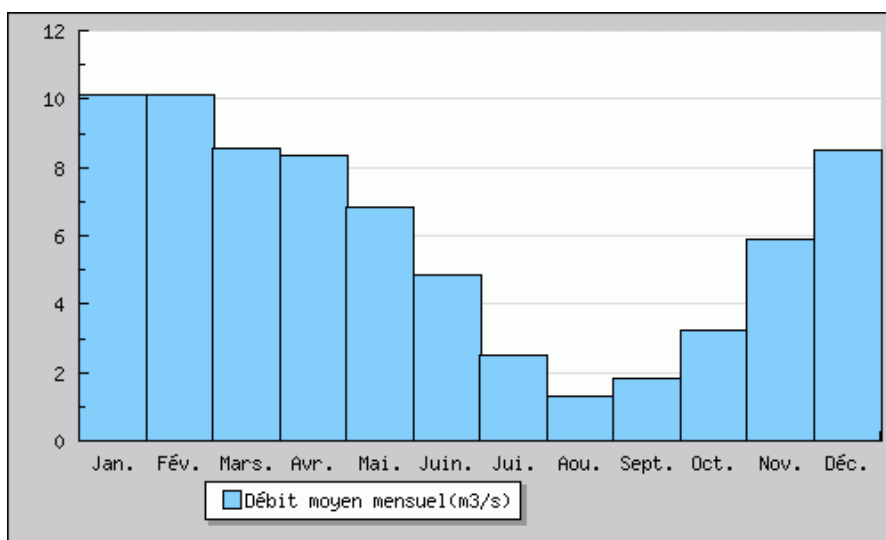
Qsp : débits spécifiques

Codes de validité d'une année-station :

- . + : au moins une valeur d'une station antérieure à été utilisée
- . P : le code de validité de l'année-station est provisoire
- . # : le code de validité de l'année-station est validé douteux
- . ? : le code de validité de l'année-station est invalidé
- . (espace) : le code de validité de l'année-station est validé bon

Codes de validité d'une donnée, d'un calcul:

- . ! : valeur reconstituée par le gestionnaire et jugée bonne
- . # : valeur 'estimée' (mesurée ou reconstituée) que le gestionnaire juge incertaine
- . E : la valeur retenue est une valeur estimée (à partir du rapport QIX/QJ)
- . L : une estimation a eu lieu (à cause d'une lacune dans la période étudiée) mais une valeur mesurée s'est révélée supérieure à l'estimation: la valeur mesurée a été retenue.
- . > : valeur inconnue forte
- . < : valeur inconnue faible
- . (espace) : valeur bonne



Modules interannuels (naturels) - données calculées sur 30 ans

Module (moyenne)	Fréquence	Quinquennale sèche	Médiane	Quinquennale humide
5.980 [5.390;6.560]	Débits (m3/s)	4.400 [3.700;5.000]	6.000 [4.900;7.500]	7.500 [6.900;8.300]

Les valeurs entre crochets représentent les bornes de l'intervalle de confiance dans lequel la valeur exacte du paramètre estimé a 95% de chance de se trouver.

Le Sioulet à Miremont [La Prugne]

Basses eaux (loi de Galton - janvier à décembre) - données calculées sur 30 ans

Fréquence	VCN3 (m3/s)	VCN10 (m3/s)	QMNA (m3/s)
Biennale	0.420 [0.330;0.530]	0.500 [0.410;0.620]	0.890 [0.740;1.100]
Quinquennale sèche	0.240 [0.180;0.300]	0.290 [0.220;0.370]	0.540 [0.430;0.660]
Moyenne	0.510	0.599	1.040
Ecart Type	0.306	0.358	0.616

Crues (loi de Gumbel - septembre à août) - données calculées sur 29 ans

Fréquence	QJ (m3/s)	QIX (m3/s)
Xo	37.500	48.300
Gradex	16.300	22.400
Biennale	44.00 [39.00;50.00]	57.00 [50.00;65.00]
Quinquennale	62.00 [56.00;73.00]	82.00 [73.00;98.00]
Décennale	74.00 [66.00;90.00]	99.00 [87.00;120.0]
Vicennale	86.00 [76.00;110.0]	110.0 [100.0;140.0]
Cinquantennale	100.0 [88.00;130.0]	140.0 [120.0;170.0]
Centennale	Non calculée	Non calculée

Maximums connus (par la banque HYDRO)

Débit instantané maximal (m3/s)	125.0	4/02/2003 02:40
Hauteur maximale instantanée (cm)	211	4/02/2003 02:40
Débit journalier maximal (m3/s)	89.00	27/04/1998

Débits classés données calculées sur 10678 jours

Fréquences	0.99	0.98	0.95	0.90	0.80	0.70	0.60	0.50	0.40	0.30	0.20	0.10	0.05	0.02	0.01
Débit (m3/s)	33.30	26.40	19.10	14.00	9.170	6.730	5.080	3.800	2.760	1.910	1.200	0.718	0.494	0.365	0.295

Stations antérieures utilisées

Pas de station antérieure

ANNEXE 2

FILIÈRES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Conformément à la réglementation en vigueur, les filières suivantes sont autorisées en matière d'assainissement autonome :

Dispositif issu du DTU 64-1 :

- les tranchées d'épandage à faible profondeur : ces dispositifs seront préconisés si le sol et le sous-sol sont suffisamment perméables,
- le filtre à sable vertical non drainé : ce dispositif est mis en place quand le sol est inapte à l'épuration (absence de sol) et le sous-sol apte à la dispersion (suffisamment perméables),
- le filtre à sable vertical drainé : ce dispositif est identique au précédent mais avec des drains de reprise des eaux à la base pour pallier à l'imperméabilité du sous-sol. Il inclut dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration après autorisation préfectorale),
- le filtre à sable horizontal drainé : ce dispositif est identique au précédent mais avec un flux sub-horizontale des effluents à l'intérieur des lits de sables et de graviers. Il inclut également dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration) avec une chute d'eau plus faible que précédemment,
- le tertre d'infiltration : ce dispositif utilise également un matériau d'apport granulaire comme système épurateur. Ce dispositif est en particulier adapté aux sols dans lesquels une nappe est présente à faible profondeur (zones alluviales).

Les dimensionnements et conditions de mise en œuvre sont repris dans le DTU 64-1

- Filtres compact à zéolite (selon arrêté du 24 décembre 2003)

Au chapitre 3 « Dispositifs assurant l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel » de l'annexe de l'arrêté du 6 mai 1996 susvisé, le paragraphe intitulé : « 1° Lit filtrant drainé à flux vertical » est modifié ainsi qu'il suit : I. - Au début du paragraphe, il est inséré le titre suivant : « a) Lit à massif de sable ». II. - Le paragraphe est complété par les dispositions suivantes : « b) Lit à massif de zéolite ». Ce dispositif peut être utilisé pour les habitations de 5 pièces principales au plus. Il doit être placé à l'aval d'un prétraitement constitué d'une fosse septique toutes eaux de 5 mètres cubes au moins. La surface minimale du filtre doit être de 5 mètres carrés. Il comporte un matériau filtrant à base de zéolite naturelle du type chabasite, placé dans une coque étanche. Il se compose de deux couches : une de granulométrie fine (0,5-2 mm) en profondeur et une de granulométrie plus grossière (2-5 mm) en surface. Le filtre a une épaisseur minimale de 50 cm après tassement. Le système d'épandage et de répartition de l'effluent est bouclé et noyé dans une couche de gravier roulé. Il est posé sur un géotextile adapté destiné à assurer la diffusion de l'effluent. Le réseau de drainage est noyé dans une couche de gravier roulé, protégée de la migration de zéolite par une géogrille. L'épaisseur de cette couche est de 15 cm au moins. L'aération du filtre est réalisée par des cheminées d'aération. Ce dispositif ne peut être utilisé lorsque des usages sensibles, telles la conchyliculture ou la baignade existent à proximité du rejet. »

Cette filière est mise en œuvre par différents constructeurs (EPARCO, SIMOP, OUEST Environnement,...)

Au vu de la part importante de la population française concernée par l'assainissement non collectif, les autorités françaises ont souhaité fixer des prescriptions techniques et notamment des seuils d'épuration dans l'arrêté du 7 septembre 2009. La procédure d'évaluation est décrite dans cet arrêté. Une procédure simplifiée basée exclusivement sur les rapports d'essais est prévue pour les produits marqués CE.

Les agréments suivants ont été publiés au Journal Officiel à la date du 14 janvier 2020 :

Les filtres compacts :

Fabricant	Dispositif (lien vers le guide)	Capacité	N° d'agrément
BIOROCK	Gamme MONOBLOCK modèle 2_700_4	4 EH	2017-002-ext01
BIOROCK	Gamme MONOBLOCK modèle 2_800_5	5 EH	2017-002-ext02
BIOROCK	Gamme MONOBLOCK modèle 2_900_6	6 EH	2017-002
BIOROCK	Gamme MONOBLOCK modèle 3_800_5	5 EH	2017-002-ext03
BIOROCK	Gamme MONOBLOCK modèle 3-900-6	6 EH	2017-002-ext04
BIOROCK	Gamme ECOROCK	6, 8, 10, 15 et 20 EH	2017-003, 2017-003-ext01, 2017-003-ext02, 2017-003-ext02, 2017-003-ext03 et 2017-003-ext04
BIOROCK	BIOROCK D5	5 EH	2010-026 et 2010-026bis
BIOROCK	BIOROCK D5-R et BIOROCK D-S5	5 EH	2010-026-mod01 et 2010-026-mod02
BIOROCK	Gamme BIOROCK D, modèles D10-FR	10 EH	2012-014
BIOROCK	Gamme BIOROCK D, modèles D6	6 EH	2012-014
BIOROCK	Gamme BIOROCK D-R, modèles D6-R et D-M6	6 EH	2010-026-mod01-ext01, 2010-026-mod02-ext01
BIOROCK	Gamme BIOROCK D-R, modèles D10-FR-R	10 EH	2010-026-mod01-ext02
BIOROCK	BIOROCK D-XL10	10 EH	2015-004
BIOTURBAT	Gamme BIOTURBAT, modèles BIOTURBAT 5, BIOTURBAT 6, BIOTURBAT 7, BIOTURBAT 10	5, 5, 6, 7, 10 EH	2016-001-mod01, 2016-001-mod01-ext01 à 2016-001-mod01-ext03
BIOTURBAT	Gamme BIOTURBAT Cuve PE, modèles 5 EH et 6 EH	5, 6 EH	2016-001-mod01-ext04, 2016-001-mod01-ext05
BREIZHO	ClearFox by Breizho 4, 6, 8 et 15 EH	4, 6, 8 et 15 EH	2014-008, 2014-008-mod01, 2014-008-mod02, 2014-008-ext01, 2014-008-ext01-mod01, 2014-008-ext01-mod02, 2014-008-ext02, 2014-008-ext02-mod01, 2014-008-ext02-mod02, 2014-008-mod02-ext01 et 2014-008-mod02-ext02
DBO EXPERT	ENVIRO – SEPTIC ES 6 EH	6 EH	2011-014 et 2011-014bis
DBO EXPERT	Gamme ENVIRO-SEPTIC ES	5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 20 EH	2012-011
DBO EXPERT	Gamme ENVIRO-SEPTIC ES	5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 20 EH	2012-011-mod01 à 2012-011-mod03
DBO Expert France	Gamme ENVIRO-SEPTIC ES mode étanche, modèles ES5EH, ES6EH-A, ES6EH-B, ES7EH-A, ES7EH-B, ES8EH-A, ES9EH-A, ES9EH-B, ES10EH-A, ES10EH-D, ES12EH-A, ES12EH-E, ES13EH, ES14EH-A, ES15EH-A, ES15EH-C, ES16EH, ES18EH-A, ES18EH-C, ES20EH-A, ES20EH-C	5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 20 EH	2019-008-ext01 à 2019-008-ext21
DBO Expert France	Gamme ENVIRO-SEPTIC ES mode non étanche, modèles ES5EH, ES6EH-A, ES6EH-B, ES7EH-A, ES7EH-B, ES8EH-A, ES9EH-A, ES9EH-B, ES10EH-A, ES10EH-D, ES12EH-A, ES12EH-E, ES13EH, ES14EH-A, ES15EH-A, ES15EH-C, ES16EH, ES18EH-A, ES18EH-C, ES20EH-A, ES20EH-C	5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 20 EH	2019-009-ext01 à 2019-009-ext21
ELOY WATER	X-PERCO FRANCE QT 5 EH	5 EH	2013-12
ELOY WATER	Gamme X-PERCO FRANCE C-90, modèles 5EH - monocuve, 6EH - monocuve, 6EH - bicuve, 7EH - bicuve, 10EH - bicuve, 12EH - bicuve, 12EH - tricuue, 14EH - EH bicuve et 20EH - tricuue	5, 6, 7, 10, 12, 14, 18 et 20	2013-12-mod01, 2013-12-mod02-ext01 à 2013-12-mod02-ext09, 2013-12-mod03, 2013-12-mod03-ext01, 2013-12-mod03-ext02, 2013-12-mod03-ext04, 2013-12-mod03-ext05, 2013-12-mod03-ext06, 2013-12-mod03-ext09, 2013-12-mod03-ext10, 2013-12-mod03-ext11, 2013-12-mod04, 2012-12-mod04-ext02, 2013-012-mod04-ext04, 2013-012-mod04-ext06, 2013-012-mod04-ext09, 2013-012-mod04-ext10
ELOY WATER	Gamme X-Perco C90 modèles 5EH bicuve, 10EH - tricuue, 14EH - tricuue, 18EH - tricuue	5, 10, 14 et 18	2013-12-mod02, 2013-12-mod02-ext03, 2013-12-mod02-ext07, 2013-12-mod02-ext08
EPARCO	Gammes ZEOLITEPARCO MONO-CUVE	et 5 à 20 EH	2010-023-mod01, 2013-023-mod01-ext01

		ZEOLITEPARCO BI-CUVE		à 2010-023-mod01-ext14, 2018-005 et 2018-005-ext01
EPARCO		Gamme BOXEPARCO	4, 5, 6, 7, 8, 10 et 12 EH	2014-016, 2014-016-ext01 à 2014-016-ext06
EPUR		BIOFRANCE Passive 6 EH, Gamme BIOFRANCE Passive modèles 8 EH, 12 EH, 15EH et 20EH, BIOFRANCE Roto Passive 6 EH, Gamme BIOFRANCE Roto Passive modèles 7EH et 15EH	6, 7, 8, 12, 15, 20 EH	2016-009, 2016-009-ext01, 2016-009-ext02, 2016-009-ext03, 2016-009-ext04 et 2016-009-mod01, 2016-009-mod01-ext01, 2016-009-mod01-ext02
FCI TECHNOLOGY	AQUA	ECOFLO MAXI COCOONING 6 EH	6 EH	2015-013
France Assainissement Environnement	Europe	Gamme STEPURFILTRE-FEA	5, 10, 15 et 20 EH	2019-007, 2019-007-ext01, 2019-007-ext02, 2019-007-ext03
GRAF DISTRIBUTION		KIT BIOMATIC COMPLET 6 EH et KIT BIOMATIC COMPLET 12 EH	6 et 12 EH	2016-010, 2016-010-mod01, 2016-010-mod02, 2016-010-mod03, 2016-010-ext01, 2016-010-ext01-mod01, 2016-010-ext01-mod02 et 2016-010-ext01-mod03
HYDREAL		HF05 HYDROFILTRE	5 EH	2017-009
HYDREAL		HYDROFILTRE2/HF05B, HYDROFILTRE2/HF07B, HYDROFILTRE2/HF10B, HYDROFILTRE2/HF14B, HYDROFILTRE2/HF20B, HYDROFILTRE2/HF06B, HYDROFILTRE2/HF09B, HYDROFILTRE2/HF12B, HYDROFILTRE2/HF18B et	5, 6, 7, 9, 10, 12, 14, 18, 20 EH	2019-002-ext01 à 2019-002-ext09
L'ASSAINISSEMENT AUTONOME		Gamme COMPACT'O ST, modèles 4ST 5ST et 6ST types S et R	4, 5 et 6 EH	2014-011, 2014-011-ext01 et 2014-011-ext02
L'ASSAINISSEMENT AUTONOME		Gamme COMPACT'O ST2, modèles 4ST2, 5ST2, 6ST2, 8ST2, 10ST2, 12ST2 et 16ST2 types S et R	4, 5, 6, 8, 10, 12 et 16 EH	2011-007, 2011-007-ext01 à 2011-007-ext06
L'ASSAINISSEMENT AUTONOME		ECOPACT'O 5EH types S et R	5 EH	2015-010
NASSAR GROUP	TECHNO	Gamme N-ECO; modèles N-ECO5, N-ECO12, N-ECO18	5, 12 et 18 EH	2018-001-ext01 à 2018-001-ext03
OUEST ENVIRONNEMENT		Filière d'assainissement compactodiffuseur à zéolithe BFC9	9 EH	2012-033 et 2012-033-mod01
OUEST ENVIRONNEMENT		Gamme Filière d'assainissement compactodiffuseur à zéolithe BFC	5, 6, 7, 10, 12, 15 et 20 EH	2012-033-mod01-ext01 à 2012-033-mod01-ext07
PHYTO-PLUS ENVIRONNEMENT		Gamme STEPURFILTRE modèles 5 EH, 10 EH, 15 EH et 20 EH	5, 10, 15 et 20 EH	2017-005, 2017-005-ext01 à 2017-005-ext03
PREMIER TECH AQUA		EPURFIX modèle CP MC	6 EH	2011-018
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFIX, modèles CP	5 et 7 EH	2010-018
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFIX, modèles CP	5 et 7 EH	2010-018bis
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFIX, modèles CP	5, 6 et 8 EH	2012-027
PREMIER TECH AQUA		PRECOFLO modèle CP	5 EH	2011-019
PREMIER TECH AQUA		Gamme PRECOFLO, modèles CP	4, 5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2012-029
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MINI CP et MEGA CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2011-020 et 2011-021
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MINI CP	5, 6, 7, 8 et 10 EH	2012-028
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MEGA CP	12, 14, 17 et 20 EH	2012-028
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MAXI CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14 et 17 EH	2010-017
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MAXI CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14 et 17 EH	2010-017bis
PREMIER TECH AQUA		Gamme EPURFLO, modèles MAXI CP	4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2012-026
PREMIER TECH AQUA		Gamme ECOFLO, modèles CP MC	3, 5, 7, 10, 15 et 20 EH	2012-034
PREMIER TECH AQUA		Gamme Filtre à fragments de coco, modèles EPURFIX Polyéthylène	5, 6, 8, 10, 12, 15, 16, 18 et 20 EH	2012-026-ext01 à 2012-026-ext09, 2012-026-ext01-mod01 et 2012-026-ext02-mod01
PREMIER TECH AQUA		Gamme Filtre à fragments de coco, modèles ECOFLO Polyéthylène	4, 5, 6, 8, 10, 12, 15, 16, 18 et 20 EH	2012-026-ext10 à 2012-026-ext20
PREMIER TECH AQUA		Gamme Filtre à fragments de coco, modèles ECOFLO	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et	2012-026 et 2012-026-ext21 à 2012-026-

	Polyester MAXI	20 EH	ext28
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre à fragments de coco, modèles ECOFLO Polyester	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2012-026-ext29 à 2012-026-ext37
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre à fragments de coco, modèles ECOFLO Béton	4, 5, 6, 8, 10, 12, 15, 16, 18 et 20 EH	2012-026-ext38 à 2012-026-ext48
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre ECOFLO Polyéthylène, filière ECOFLO Polyéthylène PE1, modèles 5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 15 et 20 EH	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 15 et 20 EH	2016-003-ext01 à 2016-003-ext10
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre ECOFLO Polyéthylène, filière ECOFLO Polyéthylène PE2, modèles 5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2016-003-mod01-ext11 à 2016-003-mod01-ext18
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre ECOFLO Béton, filière ECOFLO Béton S1, modèles 5, 6, 7, 10, 12, 14, 15, 18 et 20 EH	5, 6, 7, 10, 12, 14, 15, 18 et 20 EH	2016-003-ext19 à 2016-003-ext28
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre ECOFLO Béton, filière ECOFLO Béton S2, modèles 5, 7, 10, 14, 15 et 20 EH	5, 7, 10, 14, 15 et 20 EH	2016-003-ext29 à 2016-003-ext35
PREMIER TECH AQUA	Gamme Filtre ECOFLO Béton, filière ECOFLO Béton U1, modèles 5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2016-003-ext36 à 2016-003-ext43
PREMIER TECH AQUA	Gamme « Filtre ECOFLO Polyéthylène », filière ECOFLO Polyéthylène PE2 »	5, 6, 8, 10, 12, 15, 18, 20 EH	2016-003-mod01-ext11 à 2016-003-mod01-ext18
PREMIER FRANCE	TECH Gamme KOKOPUR	5 et 10 EH	2013-001 et 2013-001-ext01
PUROTEK	COCOLIT 5	5 EH	2015-003
PUROTEK	Gamme COCOLIT, modèle 9	9 EH	2015-003-ext01
SEBICO	BIOMERIS P	4, 5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2017-001, 2017-001-ext01 à 2017-001-ext08 2018-006, 2018-006-ext01 à 2018-006-ext08
SEBICO	SEPTODIFFUSEUR SD14 et SD 22	4 EH	2010-008
SEBICO	SEPTODIFFUSEUR SD23	5 EH	2010-009
SEBICO	Gamme SEPTODIFFUSEUR SD	2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 EH	2011-015
SIMOP	BIONUT 6051/06-1	6 EH	2015-005
SIMOP	Gamme BIONUT, modèles 6050/05, 6050/05-1, 6051/05, 6051/05-1, 6052/05, 6053/05, 6050/06, 6050/06-1, 6050/06-2, 6051/06, 6051/06-2, 6052/06, 6053/06, 6050/10, 6051/10, 6052/10, 6053/10, 6050/12 = 6052/12, EH 6051/12 = 6053/12, 6050/15 = 6052/15, 6051/15 = 6053/15, 6050/18 = 6052/18 et 6050/20 = 6052/20	5, 6, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2015-005-ext01 à 2015-005-ext23
SIMOP	BIONUT2/6054/04, BIONUT2/6054/05, BIONUT2/6054/06, BIONUT2/6054/08, BIONUT2/6054/10, BIONUT2/6054/12-1, BIONUT2/6054/12, BIONUT2/6054/16, BIONUT2/6054/18, BIONUT2/6054/20	BIONUT2/6054/04-1, BIONUT2/6054/06-1, BIONUT2/6054/08-1, EH, 8 EH, 8 EH, 10 EH, 12 EH, 12 EH, 16 EH, 18 EH et 20 EH	2019-001-ext01 à 2019-001-ext13
SIMOP	BIONUT2/6054/04 FS, BIONUT2/6054/05 FS, BIONUT2/6054/06 FS, BIONUT2/6054/08 FS, BIONUT2/6054/10 FS, BIONUT2/6054/12-1 FS, BIONUT2/6054/12 FS, BIONUT2/6054/16 FS, BIONUT2/6054/18 FS, BIONUT2/6054/20 FS	BIONUT2/6054/04-1 FS, BIONUT2/6054/06-1 FS, BIONUT2/6054/08-1 FS, 4, 5, 6, 8, 10, 12, 16, 18, 20 EH	2019-010-ext01 à 2019-010-ext13
SOTRALENTZ	EPANBLOC faible profondeur	6 EH	2012-043
SOTRALENTZ	Gamme EPANBLOC faible profondeur, modèles EPAN 24, EPAN 25, EPAN 34 et EPAN 45	8, 10, 12 et 20 EH	2012-043, 2012-043-ext01 à 2012-043-ext04
SOTRALENTZ	EPANBLOC grande profondeur	6 EH	2012-044
SOTRALENTZ	Gamme EPANBLOC grande profondeur, modèles EPAN 24, EPAN 25, EPAN 34 et EPAN 45	8, 10, 12 et 20 EH	2012-044, 2012-044-ext01 à 2012-044-ext04
SOTRALENTZ	Gamme Actifiltre QR, modèles 2500-2500, 3500-2500, 5000-2500, 6000-4000, 8000-5000 et 10000-6000	5, 6, 8, 12, 16 et 20 EH	2017-006, 2017-006-ext01 à 2017-006-ext05
STOC	Gamme BRIO Filtre Compact modèles BRIO 5, BRIO 6, BRIO 8, BRIO 12, BRIO 16 et BRIO 20	5, 6, 8, 12, 16 et 20 EH	2017-007, 2017-007-ext01 à 2017-007-ext05
STRADAL	Gamme STRATEPUR, modèles MAXI CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14 et 17 EH	2012-006
STRADAL	Gamme STRATEPUR, modèles MINI CP et MEGA CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2012-008

		20 EH	
STRADAL	Gamme STRATEPUR, modèles MAXI CP	4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2012-035
STRADAL	Gamme STRATEPUR, modèles MINI CP et MEGA CP	5, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 17 et 20 EH	2012-036
STRADAL	Gamme EPURBA COMPACT	5, 10, 15 et 20 EH	2012-010
STRADAL	Gamme EPURBA COMPACT	4, 5, 6, 8, 10, 12, 15, 18 et 20 EH	2012-037-mod01
TRICEL	Gamme TRICEL SETA, modèles FR4, FR5, FR6, FR9, FR12, FR15 et FR18	4, 5, 6, 9, 12, 15 et 18 EH	2016-004, 2016-004-ext01 à 2016-004-ext06
TRICEL	Gamme TRICEL SETA SIMPLEX, modèles FR4/1800, FR4/3500, FR5/2350, FR5/3200, FR5/4100, FR6/3400, FR6/4200, FR6/5100, FR9/4200 et FR9/6000	4, 5, 6 et 9 EH	2016-004-mod01-ext01 à 2016-004-mod01-ext010 et 2016-004-mod02-ext01 à 2016-004-mod02-ext10

Les filtres plantés :

Fabricant	Dispositif (lien vers le guide)	Capacité	N° d'agrément (lien vers l'avis)
AQUATIRIS	Gamme Jard-Assainissement FV+FH, modèles bacs 3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	2011-022-mod03-ext14 à 2011-022-mod03-ext19
AQUATIRIS	Gamme Jard-Assainissement FV+FH, modèles géo 2-3-4-5-6-7-8-9-10-12-14-16-18-20 EH	2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 EH	2011-022-mod03-ext01 à 2011-022-mod03-ext13
AQUATIRIS	Jardi-Assainissement FV, Modèles bacs 3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	2014-014-mod02, 2014-014-mod02-ext01 à ext05
AQUATIRIS	Gamme Jard-Assainissement FV, Modèles géo 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 EH	2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 16, 18, 20 EH	2014-014-mod02-ext06 à 2014-04-mod02-ext19
BlueSET	Gamme Phytostation	3, 4, 5, 6, 8, 10, 12, 16, 18 EH	2014-005-mod01, 2014-005-mod01-ext01 à 2014-005-mod01-ext08
EPUR NATURE	AUTOEPURE 3000	5 EH	2011-004 et 2011-004bis
EPUR NATURE	Gamme AUTOEPURE, modèles 4000, 5000, 7000 et 9000	8, 10, 15 et 20 EH	2012-013
JEAN VOISIN	Ecophyltre	4 EH	2014-007
JEAN VOISIN	Gamme Ecophyltre, modèles 5, 7 et 10 EH	5, 7 et 10 EH	2014-007-ext01 à 2014-007-ext03
AQUATIRIS	Gamme Jard-Assainissement FV+FH, modèles bacs 3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	3, 5, 6, 10, 12 et 20 EH	2011-022-mod03-ext14 à 2011-022-mod03-ext19

Les microstations à cultures libres :

Fabricant	Dispositif (lien vers le guide)	Capacité	N° d'agrément (lien vers l'avis)
ADVISAN	EPURALIA 5 EH	5 EH	2011-012 et 2011-012-mod01
ALBIXON	TP-5EO	5 EH	2012-038
ALIAxis UI	PURESTATION EP600	4 EH	2011-003
ALIAxis UI	PURESTATION EP600	4 EH	2011-003bis et 2011-003bis-mod01
ALIAxis UI	Gamme PURESTATION, modèles EP900	5 EH	2012-017
AQUATEC VFL	AQUATEC VFL ATF-8 EH	8 EH	2011-023
AQUATEC VFL	Gamme AQUATEC VFL AT, modèles AT-4EH, AT-6EH, AT-8EH, AT-10EH et AT-13EH	4, 6, 8, 10 et 13 EH	2012-005, 2012-005-ext01 à 2012-005-ext04
AQUITAINE BIO-TESTE	STEPIZEN 5 EH	5 EH	2011-010-mod02
AQUITAINE BIO-TESTE	Gamme STEPIZEN – décanteur primaire de la société GRAF, modèle 6 EH	6 EH	2013-011-01
AQUITAINE BIO-TESTE	Gamme STEPIZEN – décanteur primaire de la société GRAF, modèle 9 EH	9 EH	2013-011-02
AQUITAINE BIO-TESTE	Gamme STEPIZEN – décanteur primaire de la société GRAF, modèle 15 EH	15 EH	2013-011-03
AQUITAINE BIO-TESTE	Gamme STEPIZEN – décanteur primaire de la société SOTRALENTZ, modèle 9 EH	9 EH	2013-011-02-mod01
AQUITAINE BIO-TESTE	Gamme STEPIZEN – décanteur primaire de la société SOTRALENTZ, modèle 15 EH	15 EH	2013-011-03-mod01

ASIO	AS-VARIOCOMP K5 types K/S, K/PB et K/PB/SV	5 EH	2012-015
ASIO	Gamme AS-VARIOCOMP, modèles K8 type K/S et K12 type K/S	8 et 12 EH	2012-015-ext01 et 2012-015-ext02
ASIO	AS-VARIOCOMP ROTO 3	3 EH	2012-016
ASIO	Gamme AS-VARIOCOMP, modèles K5 types K/S, K/PB et K/PB/SV, K8 type K/S et K12 type K/S	5, 8, 12 EH	2012-015-mod01, 2012-ext01-mod01, 2012-015-ext02-mod01
ATB FRANCE	PURROO PE 5 EH	5 EH	2014-004 et 2014-004-mod01
ATB FRANCE	Gamme PURROO PE, modèles 5 EH AD, 9 EH et 12 EH	5, 9 et 12 EH	2014-004-ext01 à 2014-004-ext03
ATB FRANCE	PURROO 6 EH	6 EH	2013-003
ATB FRANCE	PURROO B 6 EH	6 EH	2013-003-mod01
ATB FRANCE	Gamme PURROO B, modèle 14 EH	14 EH	2014-004-ext04
BONNA SABLA	OXYSTEP 4-8EH	8 EH	2012-042
BORALIT FRANCE	OPUR SuperCompact 3	3 EH	2011-009
BORALIT FRANCE	Gamme OPUR SuperCompact, modèle 4 EH	4 EH	2011-009-ext01
Cabinet d'ingénieurs Bokatec	Gamme AERO modèles Grizzly 5 et Biocell 6	5 et 6 EH	2018-004-ext01 et 2018-004-ext02
CLAIR'EPUR	MICROBIOFIXE 500	5 EH	2012-032
CONDER ENVIRONMENTAL SOLUTIONS	CONDER CLEREFLO ASP 8 EH	8 EH	2012-045
DMT MILIEUTECHNOLOGIE BV	IWOX 4	4 EH	2013-014
DMT MILIEUTECHNOLOGIE BV	IWOX 4 Plus	4 EH	2013-015
ENVIPUR	BIOCLEANER-B 4 PP	4 EH	2011-017
GRAF DISTRIBUTION	KLARO EASY	8 EH	2011-005 bis
GRAF DISTRIBUTION	KLARO EASY 8EH	8 EH	2011-005bis-mod01
GRAF DISTRIBUTION	Gamme KLARO, modèle EASY	18 EH	2012-031
GRAF DISTRIBUTION	Gamme KLARO, modèle EASY 18 EH	18 EH	2012-031-mod01
GRAF DISTRIBUTION	Gamme KLARO, modèles QUICK	4, 6 et 8 EH	2012-031
GRAF DISTRIBUTION	Gamme KLARO, modèles QUICK 4 EH, QUICK 6 EH, QUICK 8 EH	4, 6 et 8 EH	2012-031
GRAF DISTRIBUTION	Gamme EASYONE, modèles 5 EH, 7 EH et 9 EH	5, 7 et 9 EH	2015-008, 2015-008-ext01 et 2015-008-ext02
GRAF DISTRIBUTION	Gamme EASYONE, modèles 12 EH et 15 EH	12 et 15 EH	2015-008-ext03 et 2015-008-ext04
IFB ENVIRONNEMENT	Gamme Végépure Compact	4 à 20 EH	2012-023-mod01, 2012-023-ext01 à 2012-023-ext16
IFB ENVIRONNEMENT	Gamme Végépure ProMS	4 à 20 EH	2012-024-mod01, 2012-024-ext01 à 2012-024-ext16
INNOCLAIR	Gamme Nouvelle génération, modèles NG4, NG6 Family, NG6 Maxi et NG9	4, 6 et 9 EH	2014-015, 2014-015-mod01, 2014-015-mod02, 2014-015-ext01 à 2014-015-ext03
KESSEL AG	Gamme Innoclean PLUS, modèles EW4, EW6, EW8, EW10 et EW4-6	4, 6, 8, 10 et 4-6 EH	2012-041, 2012-041-ext01 à 2012-041-ext03, 2012-041-ext02-mod01, 2012-041-ext03-mod01 et 2012-
KESSEL AG	Gamme Innoclean PLUS, modèles EW12, EW14, EW16, EW18 et EW20	12, 14, 16, 18 et 20 EH	2012-041-ext04 à 2012-041-ext08 et 2012-041-ext04-mod01 à 2012-041-ext08-mod01
MALL	SanoClean 4 EH Béton	4 EH	2015-006 et 2015-006-mod01
MALL	SanoClean 4 EH PE	4 EH	2015-007
NEVE ENVIRONNEMENT	TOPAZE T5 Filtre à sable	5 EH	2010-003bis
NEVE ENVIRONNEMENT	Gamme TOPAZE Filtre à sable, modèles T5, T7000 et T18000	5, 7 et 8 EH	2010-003bis, 2010-003bis-ext01 et 2010-003bis-ext02
NEVE ENVIRONNEMENT	TOPAZE T5 ANNEAU PP	5 EH	2013-004
NEVE ENVIRONNEMENT	Gamme TOPAZE ANNEAU, modèles T5, T8, T12 et T16	5, 8, 12 et 16 EH	2013-004, 2013-004-ext01 à 2013-004-ext04
REWATEC	SOLIDO 5 E-35	5 EH	2014-017 et 2014-017-mod01
REWATEC	Gamme SOLIDO, modèles 6 E-45 et 10 E-35/35	6 et 10 EH	2014-017-mod01-ext01 et 2014-017-mod01-ext02

ROTH WERKE	Gamme Roth MicroStar, modèles 5 et 10	5 et 10 EH	2016-008-ext01 et 2016-008-ext02
ROTO GROUP	VODALYS 6 EH, Gamme VODALYS, modèles 10 et 14 EH	6 EH, 10 EH, 14 EH	2014-018, 2014-018-mod01, 2014-018-mod01-ext01, 2014-018-mod01-ext02
ROTOPLAST	NAROSTATION 4 EH	4 EH	2013-009
SMVE	EYVI 07 PTE	7 EH	2011-008
SMVE	EYVI 07 PTE	7 EH	2011-008bis
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèle 6000 DP	6 EH	2012-009-mod01-ext01
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèle 7000 DP	8 EH	2012-009-mod01-ext02
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 11000 DP	12 EH	2012-009-mod01-ext03
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 14000 DP	16 EH	2012-009-mod01-ext04
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 18000 DP	20 EH	2012-009-mod01
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 8000 QR	10 EH	2012-009-mod01-ext05
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 10000 QR	12 EH	2012-009-mod01-ext06
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèle 10000 SP	12 EH	2012-009-mod01-ext07
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 2500-2500 SL	4 EH	2012-009-mod01-ext08
SOTRALENTZ	Gamme ACTIBLOC, modèles 3500-2500 SL	4 EH	2012-009-mod01-ext09
SOTRALENTZ	Gamme ACTICLEVER, modèles AT 122, 25-25 QR, 40-40 QR et 50-50 QR	6, 9, 13, 15 EH	2018-007-ext01 à 2018-007-ext04
STOC ENVIRONNEMENT	OXYFILTRE 5 EH	5 EH	2011-001 et 2011-001bis
STOC ENVIRONNEMENT	Gamme OXYFILTRE, modèles 9	9 EH	2012-012
STOC ENVIRONNEMENT	Gamme OXYFILTRE, modèles 17	17 EH	2012-012
TOPOL WATER	TOPAS R 5-0,7	5 EH	2019-003
TOPOL WATER	TOPAS S 7	7 EH	2019-004
UTP UMWELTTECHNIK PÖHNL	KLÄROFIX 6	6 EH	2011-013
WPL	WPL DIAMOND EH5	5 EH	2012-039
WPL	Gamme Diamond DMS	5, 10, 15 et 20 EH	2015-011, 2015-011-ext01 à 2015-011-ext03
SOTRALENTZ	Gamme ACTICLEVER, modèles AT 122, 25-25 QR, 40-40 QR et 50-50 QR	6, 9, 13, 15 EH	2018-007-ext01 à 2018-007-ext04
STOC ENVIRONNEMENT	OXYFILTRE 5 EH	5 EH	2011-001 et 2011-001bis
STOC ENVIRONNEMENT	Gamme OXYFILTRE, modèles 9	9 EH	2012-012
STOC ENVIRONNEMENT	Gamme OXYFILTRE, modèles 17	17 EH	2012-012
TOPOL WATER	TOPAS R 5-0,7	5 EH	2019-003
TOPOL WATER	TOPAS S 7	7 EH	2019-004
UTP UMWELTTECHNIK PÖHNL	KLÄROFIX 6	6 EH	2011-013
WPL	WPL DIAMOND EH5	5 EH	2012-039
WPL	Gamme Diamond DMS	5, 10, 15 et 20 EH	2015-011, 2015-011-ext01 à 2015-011-ext03

Les microstations à cultures fixées :

Fabricant	Dispositif (lien vers le guide)	Capacité	N° d'agrément (lien vers l'avis)
ABAS	SIMBIOSE 4 EH	4 EH	2010-021
ABAS	Gamme SIMBIOSE, modèles 4BP, 5 BIC et 5 BP	4 et 5 EH	2011-024
ABAS	Gamme SIMBIOSE SB, modèles SB 4, SB 5, SB 6, SB 8 et SB 13	4, 5, 6, 8 et 13 EH	2013-013, 2013-013-ext01 à 2013-013-ext04
ALIAxis	Gamme PureStation PS V, modèles PS6, PS9V et PS15V	6, 9 et 15 EH	2014-019, 2014-019-mod01-ext01, 2014-019-mod02-ext01 et 2014-019-mod01-ext02
AMMERMANN UMWELTTECHNIK	Ammermann AQUATOP 4 EH	4 EH	2013-010
ASSAINISSEMENT AUTONOME	Gamme FLUIDIFIX, modèles 4ST, 5ST, 6ST	4, 5 et 6 EH	2017-010-ext01, 2017-010-ext02, 2017-010
BERGMANN UMWELTTECHNIK	WSB clean 5 EH	5 EH	2014-010 et 2014-010-mod01

BIONEST	BIONEST PE-5	5 EH	2010-005
BIONEST	BIONEST PE-5	5 EH	2010-005bis
BIONEST	Gamme BIONEST PE, modèle PE-7	7 EH	2012-025
BIONEST FRANCE	Gamme BIO-UNIK, modèles BIO-10ST, BIO-5ST, BIO-5TB, BIO-6ST, BIO-7ST, BIO-7SB, BIO-7TB, BIO-10SB, BIO-10TB, BIO-10ST-2, BIO-15SB, BIO-15TB, BIO-5SB, BIO-5TB, UNIK-7TB	5, 7, 10, et 15 EH	2015-002, 2015-002-ext01 à 2015-002-ext15
BLUEVITA	BLUEVITA TORNADO	4 EH	2012-004
BLUEVITA	BLUEVITA TORNADO	4 EH	2012-004-mod01
BLUEVITA	BLUEVITA TORNADO 4 EH	4 EH	2012-004-mod02
BLUEVITA	Gamme BLUEVITA TORNADO, modèle 6 EH	6 EH	2012-004-mod02-ext01
BLUEVITA	BLUEVITA TORNADO 4 EH	4 EH	2012-004-mod03
BLUEVITA	Gamme BLUEVITA TORNADO, modèle 6 EH	6 EH	2012-004-mod03-ext01
BORALIT	OPUR SuperCompact MB 5	5 EH	2014-013
BORALIT	Gamme OPUR SuperCompact MB, modèle MB 7	7 EH	2014-013-ext01
CLAREHILL PLASTICS	HydroClear 8	8 EH	2014-006
CLAREHILL PLASTICS	Harlequin HydroClear 8	8 EH	2014-006-mod01
COC ENVIRONNEMENT	StepEco	5 EH	2016-005 et 2016-005-mod01
DELPHIN SYSTEMS	WATER DELPHIN compact 1	4 EH	2010-020
DELPHIN SYSTEMS	WATER DELPHIN compact - 4 EH	4 EH	2010-020-mod01
DELPHIN SYSTEMS	WATER DELPHIN compact - 6 EH	6 EH	2013-005
DELPHIN SYSTEMS	WATER DELPHIN compact - 8 EH	8 EH	2014-009
DELPHIN SYSTEMS	WATER Gamme DELPHIN compact, modèle 12 EH	12 EH	2013-005-ext01
EAUCLIN	MONOCUVE TYPE 6	6 EH	2010-011
ELOY WATER	OXYFIX C-90 MB 4 EH	3 EH	2010-015
ELOY WATER	OXYFIX C-90 MB 6000	5 EH	2010-016
ELOY WATER	Gamme OXYFIX C-90 MB, modèles 4, 5, 6	6, 9 et 11 EH	2012-002
ELOY WATER	Gamme OXYFIX C-90 MB, modèles 4, 5 et 6 EH (Inox)	4, 5 et 6 EH	2012-018
ELOY WATER	OXYFIX C-90 (2015_01) 20 EH	20 EH	2015-001
ELOY WATER	OXYFIX C-90 (2015_01) 20 EH	20 EH	2015-001-mod01
ELOY WATER	Gamme OXYFIX C-90 MB (2015_01), modèles 4 EH cloisons Inox et BFHP, 5 EH cloisons Inox et BFHP, 6 EH cloisons Inox et BFHP, 7, 9, 9, 11, 14 et 17 EH	4, 5, 6, 7, 9, 11, 14, 17 et 20 EH	2015-001-ext01 à 2015-001-ext11
ELOY WATER	Gamme OXYFIX LG-90 MB, modèles 4, 5, 6, 7, 9, 11, 14, 17 et 20 EH	4, 5, 6, 7, 9, 11, 14, 17 et 20 EH	2015-001-ext12 à 2015-001-ext20
ELOY WATER	Gamme OXYFIX G-90 MB, modèles 4, 5, 6	4, 5, 6 et 11 EH	2010-016-ext01 à 2010-016-ext04
ELOY WATER	Gamme OXYFIX G-90 MB, modèle 9 EH	9 EH	2010-016-ext05
ELOY WATER	Gamme «OXYFIX R-90 MB», modèles 4, 5 et EH	4,5 et 6 EH	2015-001-ext21, 2015-001-ext22, 2015-001-ext23
EPUR	Gamme BIOFRANCE, modèles 4, 5, 6, Bloc 6, 8, Bloc 8, 12, 16 et 20 EH	4, 5, 6, 8, 12, 16 et 20 EH	2014-012-mod01-ext01, 2014-012-mod01-ext02, 2014-012-mod01-ext03, 2012-020-mod02-ext04, 2012-020-ext04-mod02, 2012-020-mod02-ext03, 2012-020-mod02-ext02, 2012-020-mod02-ext02, 2012-020-mod02-ext01, 2012-020-mod02-ext01, 2012-020-mod02
EPUR	Gamme BIOFRANCE PLAST, modèles 5, 6, 7, mono 8, 8 EH, 12, 16 et 20 EH	5, 6, 7, 8, 12, 16 et 20 EH	2010-007bis, 2014-012-mod01, 2014-012-mod01-ext01, 2014-012-mod01-ext02, 2012-021-ext03, 2012-021-ext02, 2012-021-ext01, 2012-021

EPUR		Gamme BIOFRANCE ROTO, modèles 6, 7, 8, 12 et 16 EH	6, 7, 8, 12 et 16 EH	2014-012-mod03, 2011-011bis-mod01, 2014-012-mod03-ext01, 2012-019-mod01, 2012-019-mod01-ext03, 2012-019-mod01-ext02, 2012-019-mod01-ext01
France Assainissement Environnement	Europe	Gamme STEPURBIO-FEA, CF 2593 Petit modèle et CF 3242 Grand modèle	5 EH	2019-005 et 2019-006
HYDREAL		Gamme HYDROSTEP, modèles HS06, HS09, HS12	6, 9 et 12 EH	2018-002, 2018-002-ext01 et 2018-002-ext02
KINGSPAN ENVIRONMENTAL		BIODISC BA 5 EH	5 EH	2010-022
KINGSPAN ENVIRONMENTAL		BIODISC BA 5 EH	5 EH	2010-022bis
KINGSPAN ENVIRONMENTAL		BioDisc BA 6	6 EH	2014-001
KINGSPAN ENVIRONMENTAL		BioDisc BC 18	18 EH	2014-002
KINGSPAN ENVIRONMENTAL		Gamme BioDisc, modèle BB 10	10 EH	2014-002-ext01
KINGSPAN ENVIRONMENTAL		Gamme Bioficient+, modèles 6 et 10	6 et 10 EH	2016-002, 2016-002-ext01
KMG KILLARNEY PLASTICS - TRICEL		TRICEL FR 6/3000	6 EH	2011-006
KMG KILLARNEY PLASTICS - TRICEL		TRICEL FR 6/4000	6 EH	2012-003
KMG KILLARNEY PLASTICS - TRICEL		Gamme TRICEL, modèles FR 9/5000, FR 9/6000, FR 11/6000, FR 9, 11, 14, 11/7000, FR 14/8000, FR 14/9000, FR 17/9000, FR 17/10000 et FR 17 20/10000	17 et 20 EH	2011-006-ext01 à 2011-006-ext09
NASSAR GROUP	TECHNO	Gamme Microstations modulaires NDG EAU, modèle XXS	4 EH	2011-002, 2011-002bis, 2013-002-01
NASSAR GROUP	TECHNO	Gamme Microstations modulaires NDG EAU, modèles NDG XXS, NDGS XS et NDG S	6, 10 et 20 EH	2013-00-ext03-mod01, 2013-002-ext04-mod01, 2013-002-ext05-mod01
NASSAR GROUP	TECHNO	Gamme Microstations modulaires NDG EAU, modèle Xs2c	8 EH	2012-022, 2013-002-02
PHYTO-PLUS ENVIRONNEMENT		Gamme BIO REACTION SYSTEM, modèles SBR-5000 litres (5 EH), SBR-7500 litres monobloc (5 EH), SBR-7500 litres monobloc (6 EH), SBR-7000 litres (5 EH), SBR-9000 litres (10 EH), SBR-10000 litres (10 EH), SBR-5000 litres (5 EH), SBR-6000 litres (5 EH), SBR-8000 litres (8 EH), SBR-8000 litres (10 EH), SBR-13000 litres (20 EH) et SBR-1000 litres (15 EH)	5, 6, 8, 10, 15 et 20 EH	2010-010, 2010-010-ext01 à 2010-010-ext05, 2010-010bis, 2010-010bis-mod01, 2012-007, 2010-010bis-ext01, 2010-010bis-ext02, 2010-010bis-ext02-mod01 et 2010-010bis-ext02-ext01
PHYTO-PLUS ENVIRONNEMENT		Gamme STEPRUBIO, CF 2593 petit modèle et CF 3242 grand modèle	5 EH	2016-007-mod01 et 2016-007-mod02
PICOBELLS		PICOBELLS 6 EH	6 EH	2014-003
REMACLE		THETIS CLEAN 5EH	5 EH	2015-009
REMOSA FRANCE		NECOR 5	5 EH	2013-008
REMOSA FRANCE		Gamme NECOR, modèles 10 et 15	10 et 15 EH	2013-008-ext01 et 2013-008-ext02
SEBICO		BIOKUBE	5 EH	2011-016
SEBICO		Gamme Microstations Aquameris, modèles 5 et 10 EH	5 et 10 EH	2012-030
SEBICO		Gamme Microstations Aquameris, modèles 5, 8 et 10 EH	5, 8 et 10 EH	2012-030, 2012-030-mod01, 2012-030-ext01, 2012-030-ext01-mod01, 2012-030-ext02
SEBICO		Aquaméris AQ2/6P	6 EH	2014-020
SEBICO		Gamme Aquaméris AQ2, modèles AQ2/4P et AQ2/5P	4 et 5 EH	2014-020-ext01 et 2014-020-ext02
SIMOP		BIOXYMOP 6025/06	6 EH	2012-001
SIMOP		Gamme BIOXYMOP 6027 modèle 05 et 6027/06	5 et 6 EH	2017-008, 2017-008-ext01
SIMOP		Gamme BIOXYMOP, modèles 6025/06, 6025/06/AC, 6037/06, 6030/09 et 6030/12	6, 9 et 12 EH	2012-001-mod01 à 2012-001-mod06, 2012-001-mod01-ext01, 2012-001-mod01-ext01-mod01, 2012-001-mod01-ext01-mod02, 2012-001-mod01-ext02, 2012-001-mod01-ext02-mod01 et 2012-001-mod01-ext02-mod02
TELENE		AQUA-TELENE KGRNF-5	5 EH	2015-012

TRICEL	Gamme TRICEL Novo, modèles FR6/3000G, FR6/4000G, FR9/5000G, FR9/6000G, FR11/6000G, FR11/7000G, FR14/8000G, FR14/9000G, FR17/9000G, FR20/10000G et Gamme TRICEL Novo modèles FR6/3000P, FR6/4000P, FR9/5000P, FR9/6000P, FR11/6000P, FR11/7000P, FR14/8000P, FR14/9000P, FR17/9000P, FR20/10000P	6, 9, 11, 14, 17 et 20 EH	2011-006-mod01, 2012-003-mod01, 2011-006-ext01-mod01, 2011-006-ext02-mod01, 2011-006-ext03-mod01, 2011-006-ext04-mod01, 2011-006-ext05-mod01, 2011-006-ext06-mod01, 2011-006-ext07-mod01, 2011-006-ext08-mod01, 2011-006-ext09-mod01, 2017-004, 2017-004-mod01, 2017-004-ext01 à 2017-004-ext09
VILTRA	OXTEC 6	6 EH	2016-006

Les dispositifs sont agréés par publication au journal officiel. Toute référence à un agrément ou numéro d'agrément non paru au journal officiel n'a aucune valeur juridique. Il est à noter que les numéros d'agrément 2010-001, 2010-024 et 2010-025 n'ont pas été attribués. Ces agréments portent seulement sur le traitement des eaux usées : en sortie de tout dispositif de traitement, les eaux usées traitées doivent être infiltrées si la perméabilité du sol le permet. Le rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel n'est possible qu'après une étude particulière démontrant qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable et après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur.

La périodicité de la vidange des dispositifs de traitement de type microstations doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 30 % du volume utile du compartiment concerné. Pour les dispositifs de type compacts, la périodicité de la vidange de la fosse septique doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile. Les dispositifs agréés dont l'avis publié au Journal officiel mentionne "Ce dispositif ne peut être installé pour fonctionner par intermittence" ne peuvent être installés en résidence secondaire.

Les opérateurs économiques sont tenus de fournir à l'organisme notifié et de diffuser auprès des acteurs la version du guide d'utilisation ayant fait l'objet de l'agrément. En cas de modification, les titulaires de l'agrément doivent faire part de ces modifications auprès de l'organisme notifié en charge de l'évaluation. En cas de modification des caractéristiques techniques et des conditions de mise en oeuvre (cf. article 9 de l'arrêté du 7 septembre 2009), l'opérateur économique doit en informer l'organisme notifié. Ex. : changement de matériau de la cuve.

ANNEXE 3

PLAN ANALYSE DE L'HABITAT
